



# L'Agence en écoute et en proposition

*In Covid*

## 1. Rapport

***Écouter les partenaires,  
les accompagner en les  
éclairant sur les enjeux  
de long terme.***



Septembre  
2020



# Avant-propos

## Cadrage de la démarche

Lors du Conseil d'administration de mai 2020, un message a été porté par le Président devant les administrateur·rices concernant les conséquences de la crise du Covid-19 sur nos villes, sur nos territoires et conséquemment ses impacts sur les travaux de l'Agence. Ce message soulignait que la crise était porteuse de sens, et l'occasion de repenser les politiques publiques d'aménagement et d'urbanisme.

Il a été demandé durant le confinement aux salariés de l'Agence d'urbanisme de se mettre en position « d'écoute et de proposition » pour tirer les conséquences de la situation actuelle et éclairer ses membres sur les futurs possibles. Un chantier a donc été organisé durant le confinement pour recueillir les réflexions des membres et des salariés, permettre à ces derniers de chroniquer la crise s'ils le souhaitent pour formuler des propositions, et réactualiser les Figures 2040 à l'aune de la crise sanitaire et de ses conséquences pour aboutir à une nouvelle prospection du futur.

## Cinquante missions en mode « Covid-19 »

Plus de 50 études et missions ont déjà, ou vont intégrer un volet « Covid-19 » ou peuvent apporter des éclairages pour (ré)agir. Ces études et missions touchent à tous les aspects de la vie des territoires et pas seulement aux problématiques de la santé et de l'environnement. Ces études et missions ont été regroupées en cinq items : objectifs du développement durable, transitions et ressources, observatoires et études thématiques, aménagement des villes et territoires, démarches prospectives, en écho au positionnement de l'Agence. Elles ont été présentées aux partenaires membres du Comité technique partenarial (CTP), le 15 mai 2020.

## Un questionnaire adressé aux salariés

Durant le confinement, un questionnaire a également été adressé aux salariés afin de recueillir leurs réflexions, pour faire connaître leurs ressentis sur la crise, les changements à l'œuvre, les impacts sur les travaux de l'Agence...

Plusieurs questions leur ont ainsi été posées : quel est le fait le plus marquant ? En quoi cela questionne votre métier ? Quels défis majeurs pour nos membres et nos partenaires ? Que souhaiteriez-vous préconiser ? Quelles expériences du confinement sont à partager ? Nos missions peuvent-elles être mobilisées ? A ces questions, une majorité des salariés a répondu, témoignant de l'intérêt du personnel de questionner le moment vécu, les crises annoncées, les ruptures possibles dans de nombreux domaines : économie, habitat, cohésion, urbanisme, paysage, santé, mobilité, gouvernance, alimentation...

## Des chroniques *In Covid*, pour aller plus loin...

Certains salariés sont allés plus loin dans leur réflexion pour rédiger des chroniques de la crise, sur ce qu'elle questionnait en eux, leur vie, la société et leur métier.

Ces chroniques *In Covid* portent un regard décalé sur la crise, sur les crises. Elles nous parlent de notre rapport au temps, de notre manière de nous alimenter, de la répétition du risque pandémique, de la place de la santé dans notre vision du monde. Elles nous parlent aussi de souveraineté économique, de justice spatiale, de nos choix résidentiels, de la place des personnes précaires dans nos territoires, de la place des technologies dans nos sociétés, de l'implication des individus dans la vie de la cité, de notre rapport au travail, aux biens matériels, à l'altérité.

## QUATRE THÈMES FONDAMENTAUX APPARAISSENT

Les réflexions portées par les salariés, à travers le questionnaire et les chroniques, font apparaître quatre thèmes fondamentaux.

### **Le numérique, la mobilité et l'accès aux services**

Le rapport aux technologies numériques ressort de l'enquête : la crise a fait prendre conscience de la place du digital dans nos existences, et en particulier pour nos mobilités et notre accès aux services essentiels, et même vitaux. Notre rapport au temps est questionné : l'idée récurrente est que le temps – le temps long et profond – apparaît comme une opportunité pour opérer les transitions sociale, économique et écologique.

### **Le modèle économique et l'organisation du travail**

La question des évolutions économiques est mise en avant dans les réponses ; l'accompagnement des activités en difficulté, la gestion des vacances commerciales, la régulation des flux logistiques liés au e-commerce. Notre rapport au travail aussi est questionné. L'adaptation des salariés durant le confinement a montré d'autres formes d'organisation possibles, avec un triple défi pour les entreprises : celui de leur agilité dans leur rapport avec leurs clients, celui de leur responsabilité sociale et environnementale, et celui de l'intelligence relationnelle et organisationnelle.

### **Les formes urbaines**

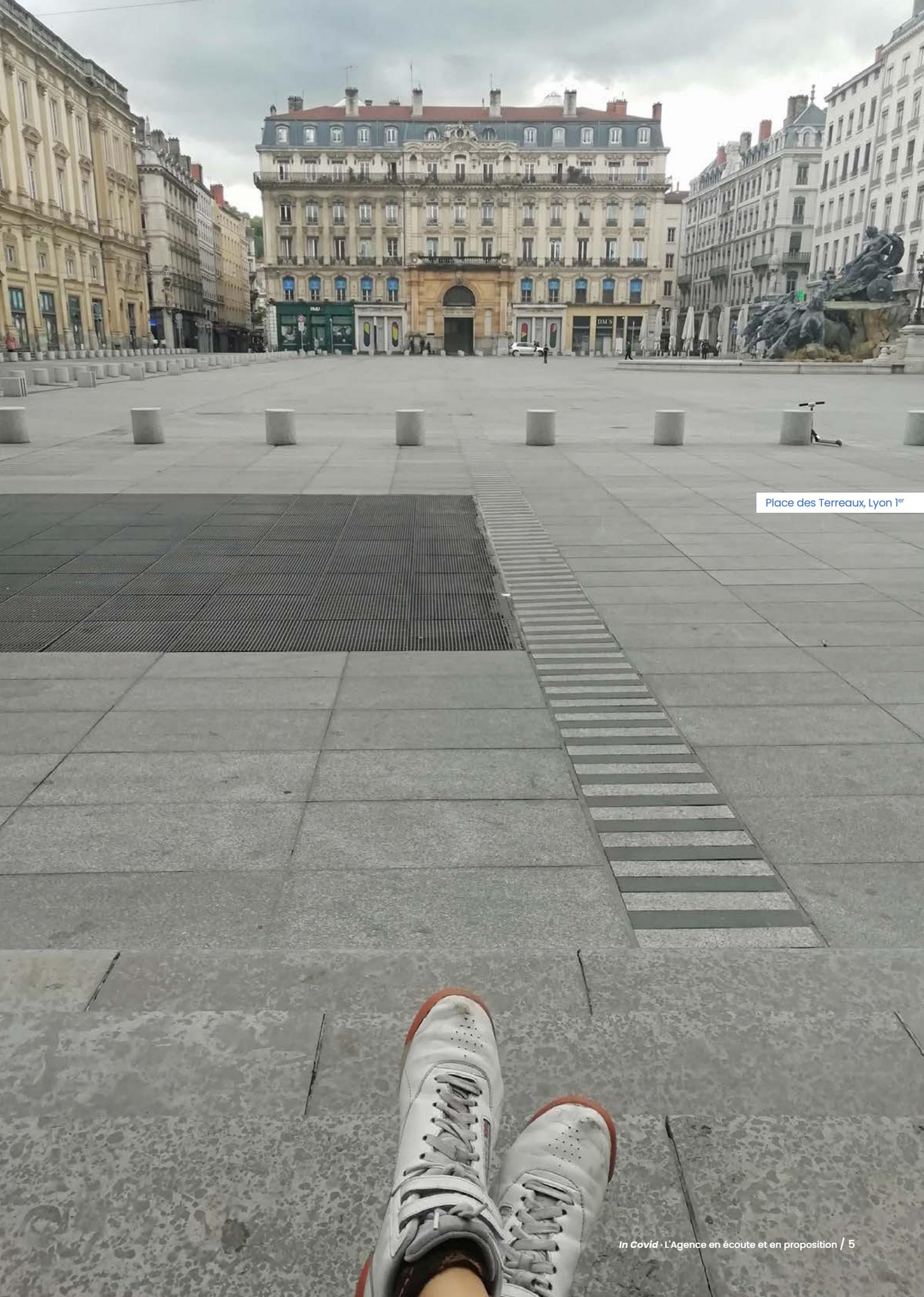
La planification urbaine apparaît comme un levier de régulation pour préserver nos ressources et ménager nos territoires, mais une planification qui doit intégrer les logiques essais/erreurs pour prendre en compte les « incertitudes stratégiques ». Les espaces publics sont un point de préoccupation. Le rapport aux formes urbaines est questionné.

## **L'écologie, la santé humaine et le défi climatique**

La crise questionne le rapport à la santé humaine : à l'évidence, les liens entre politiques urbaines, épanouissement humain et bonne santé physique et mentale des personnes doivent être renforcés. Le rapport au défi climatique est prégnant dans les retours ; la priorisation des transitions dans les domaines social, économique et surtout écologique est attendue, avec un vrai défi : l'incertitude du monde demain et son imprédictibilité.

**Cette réflexion collective et les enjeux révélés par la crise du Covid-19 ont également permis de nourrir l'écosystème prospectif qui a donné naissance aux neuf figures 2040.**

**Il en ressort de nouvelles interpellations pour notre futur, des apostrophes à l'adresse des partenaires.**



Place des Terreaux, Lyon 1<sup>er</sup>



# Sommaire

## *Rapport*

|  |              |
|--|--------------|
| <b>Avant-propos</b>                                | <b>p. 3</b>  |
| <b>Une crise qui fait évoluer nos propositions</b> | <b>p. 8</b>  |
| <b>Une crise qui bouscule notre prospective</b>    | <b>p. 28</b> |
| <b>Contributions</b>                               | <b>p. 50</b> |

# Une crise qui fait évoluer nos propositions

**Durant le confinement, les salariés de l'Agence d'urbanisme ont été sollicités pour s'exprimer sur la crise du Covid-19 et ses impacts. Non pas pour tirer des conséquences hâtives de la situation de crise sanitaire internationale et de confinement généralisé mais plutôt pour en dresser des enseignements et éclairer les instances de l'Agence sur les scénarios possibles d'un « après-crise ».**

## POUR LES SALARIÉS, UNE CRISE AUX CONSÉQUENCES MAJEURES

L'idée d'un questionnaire a ainsi germé, pour recueillir leur témoignage. Ce questionnaire, élaboré par l'équipe projet Prospective 2040, a été administré entre le 22 avril et le 12 mai 2020. 36 personnes ont répondu, soit près de la moitié de l'effectif de l'Agence.

Dans le détail, les salariés ont été invités à répondre à huit questions :

- Au regard de votre registre de compétences, quel est le fait le plus marquant de la crise ?
- Selon vous, quel(le) chiffre/image/parole/démarche nous faudrait-il mettre en avant pour bien « mesurer » l'ampleur de la crise que vit notre aire métropolitaine ?
- Comment la situation éclaire-t-elle d'un jour différent votre métier et sa pratique à court terme ? A plus long terme ?
- Quel(s) est/sont le(s) défi(s) majeur(s) au(x) quel(s) les partenaires de l'Agence vont devoir faire face à court terme ? À long terme ?
- L'Agence est-elle en capacité d'y répondre ? En quoi nos missions et nos compétences peuvent-elles être mobilisées au regard de la situation actuelle et à venir ?
- Avez-vous déjà été sollicité-e par des partenaires sur notre prise en compte de cette crise dans nos missions ? Si oui, par quel(s) partenaire(s) et sur quel(s) sujet(s) ?
- Que souhaiteriez-vous préconiser à nos responsables politiques locaux (idées, actions) ?
- Au regard de votre situation personnelle, quelle(s) expérience(s) du confinement souhaiteriez-vous partager ?

Dans le prolongement de ce questionnaire réalisé pendant le confinement du printemps, certains salariés ont souhaité poursuivre leur réflexion à travers l'écriture de « chroniques ». Une quinzaine a été produite. Elles approfondissent, décalent parfois, les questionnements portés dans les réponses au questionnaire.

Pour les salariés, la pandémie et son cortège de crises en cascade bousculent l'ordre des choses, notamment par l'expérience collective des conséquences d'événements imprévisibles. En cela, cette crise protéiforme pourrait selon eux révéler les prémices d'une remise en cause profonde et durable de l'organisation de nos sociétés, de nos modes de penser, de nos valeurs, de notre relation au vivant, et de nos formes de gouvernement. Pour les salariés, parler de la crise, c'est aussi la nécessité de questionner les formes de notre ingénierie et la pertinence de nos expertises.

Selon les salariés, la crise du Covid-19 interroge tous les projets, toutes les politiques publiques. Faut-il poursuivre, accélérer, ou bien au contraire tout reprendre, tout repenser ? L'ensemble des champs des politiques attachées à l'urbanisme et à l'aménagement et des règles qui les gouvernent est questionné dans les réponses : esprit de compétition (classements), souci de l'attractivité et de la réussite, jeu des concurrences, ouverture internationale et globalisation marchande, etc.

La pandémie leur apparaît dans la longue durée comme un élément parmi d'autres dans une chaîne de causes et d'effets qui, si elle accumule les stress systémiques – accélération du changement climatique, dommages environnementaux, pressions militaires et économiques, destruction des chaînes d'approvisionnement – peut conduire à de profondes remises en cause. Il est notable que ces questionnements de fond se retrouvent dans l'ensemble des retours que nous ont également fait les partenaires membres en amont du CTP qui s'est tenu le 15 mai 2020.

## ÉMERGENCE DE NEUF PROBLÉMATIQUES

Les réflexions portées par les salariés sont forcément hétérogènes, reflet d'une diversité de situations, mais elles mettent en avant un certain nombre d'enjeux communs qui peuvent être organisés autour de neuf problématiques :

1. une mobilité quotidienne à repenser, un espace public à reconfigurer,
2. un logement pour être protégé et s'épanouir,
3. la souveraineté économique au centre des débats,
4. un système productif ralenti, une activité tenue grâce au numérique,
5. des inégalités sociales mises en lumière, la renaissance des collectifs,
6. la santé placée au cœur des préoccupations, l'environnement non plus conçu comme une « extériorité » mais comme un tout,
7. les formes urbaines à repenser, les principes de compacité et de densité vus comme des repoussoirs,
8. la nécessité de nouvelles méthodes pour s'adapter et pour penser le temps long,
9. le défi écologique, question désormais omniprésente, que la crise du Covid-19 n'a fait qu'amplifier.

# 1. Une mobilité quotidienne bouleversée, des espaces publics à reconfigurer

**L'application des gestes barrières a rendu criante la nécessité d'une reconfiguration des espaces publics en faveur de la sociabilité humaine. Le confinement a révélé l'impact de nos modes de vie sur notre mobilité et notre capacité collective à adapter nos comportements.**

Le confinement a eu un impact très visible et parfois brutal sur notre mobilité et sur nos villes d'un seul coup réduites au silence. Réglementée et surveillée par les pouvoirs publics afin de limiter la propagation du virus, notre mobilité s'est ralentie, comme « évanouie », pour un temps.

*« Suspendre notre droit à la mobilité touche au plus profond de nos libertés. Ne plus pouvoir se déplacer, y compris pour rejoindre un proche, est un déchirement. »*

L'image la plus visible a été la quasi absence de circulation automobile durant plusieurs semaines, avec des citoyens qui prenaient possession de l'ensemble de l'espace public. Notre dépendance à la voiture et la faiblesse de nos aménagements cyclables ont ainsi particulièrement été frappants, avec pas ou peu d'axes capacitaires dédiés, notamment en périphérie. Le déploiement d'espaces publics (rues, parcs, places, jardins) plus ouverts, aérés, devant s'opérer, aussi pour qu'une « distanciation naturelle » soit davantage possible.

*« Vivre la ville sans voitures, durant plusieurs semaines, et voir des citoyens reprendre possession de l'ensemble de l'espace public, fut une expérience fascinante. »*

▼ Les parcs et jardins fermés, des espaces publics désertés. >



Cette fulgurante dé-mobilité alors contrainte et non planifiée dessine quand même des possibles, pour demain réduire l'impact écologique de nos déplacements et du transport de nos marchandises, éclairant d'un jour nouveau nos vies hyper-mobiles et notre société consumériste.

*« Je prends conscience que je parcours habituellement 120 km par jour pour aller travailler et rentrer chez moi et que soudainement je continue à vivre et travailler dans de bonnes conditions, sans quitter mon domicile... »*

C'est ainsi notre rapport au temps, à l'organisation de notre quotidien, à l'espace public qui doit évoluer afin de limiter nos dépenses d'énergies. Nous allons devoir réduire et ralentir nos mobilités pour prioriser encore davantage les déplacements de proximité, avec une réorientation forte des investissements vers des services et des infrastructures plus légères, plus résilientes, d'abord en faveur des modes actifs.





Plus en sécurité en voiture qu'à pied ?  
Quai de Saône, Lyon 2<sup>e</sup>

## Créer des espaces publics favorables aux mobilités douces

Résumé - Chronique n°14

L'espace public est généralement vu comme l'espace fondamental du lien social et du vivre-ensemble, lieu privilégié de l'urbanité et de la densité des contacts sociaux. En temps de crise sanitaire, il est brutalement devenu un espace de danger dont la pratique a été marquée par la méfiance. Il convient à présent d'appréhender son aménagement dans une perspective plus large afin de redonner toute sa place aux piétons. Face aux tensions mises à jour par la pandémie de Covid-19, les besoins de dialogue entre acteurs de la ville apparaissent comme importants pour parvenir à faire de la marche une priorité.

Comment repenser les espaces publics en faveur des mobilités douces ? Bien qu'il n'existe pas de recette unique, quatre pistes pourraient être expérimentées sur le territoire de la métropole de Lyon. Tout d'abord, « texturiser » la marche, c'est-à-dire améliorer très significativement la qualité des cheminements par une plus grande prise avec l'environnement pour injecter de l'épaisseur et du sens dans nos déplacements. Ensuite, « surligner » les parcs et jardins en créant une « deuxième peau » afin de leur donner de l'épaisseur en verdissant leurs limites. Le marquage dynamique par leds pourrait permettre également d'adapter les espaces publics aux usages, tant pour les personnes que pour la logistique.

**« Il est nécessaire pour que les modes actifs soient plus présents que leurs pratiques résultent d'une démarche volontaire et non pas contrainte par les difficultés à utiliser d'autres modes. Les habitants des villes doivent donc trouver du plaisir à marcher ou à faire du vélo. »**

Enfin, une dernière option consisterait à aménager des « chemins de ville » à savoir des parcours urbains privilégiant un meilleur partage de l'espace public à partir des cheminements des usagers, en lien avec les aménités urbaines, les équipements publics et le patrimoine.

 → texte intégral en annexe

## Repenser globalement nos mobilités pour anticiper de futures crises

Résumé - Chronique n°12

Pendant deux mois, la plupart des Français ont été contraints de réduire leurs déplacements dans un périmètre de 1 km autour de leur domicile. Cette absence de mobilité s'est produite dans un contexte où les déplacements sont associés à la liberté, et où liberté et contrainte sont souvent antinomiques. Mais, la dimension sanitaire et l'immédiateté du risque ont joué un rôle dans l'acceptabilité de la restriction. À l'avenir, d'autres périodes de « dé-mobilité forcée » sont susceptibles de se reproduire voire de se banaliser pour des raisons sanitaires mais aussi climatiques ou autres. Comment construire une société résiliente pour faire face à plusieurs types de crises en repensant nos mobilités ?

**« Les épisodes « anormaux » devraient se multiplier à l'avenir (canicules par exemple) les rendant communes. Comment penser une société résiliente à plusieurs types de crises ? Peut-on penser à des formes différentes de déplacements, de rapport aux lieux, de rapport aux autres... »**

Dans l'aire métropolitaine lyonnaise comme dans d'autres territoires, différentes pistes ont été évoquées voire mises en œuvre lors du déconfinement : réduire les déplacements lors de pics de pollution, développer massivement des centres secondaires d'emplois ou des tiers-lieux, décaler les horaires ou favoriser le télétravail par exemple. La liste des possibles est longue, mais cette liste même interroge en ligne de fond notre modèle de développement et notre capacité de résilience, à l'image de l'agriculture productiviste qui permet d'accroître les rendements... mais détériore simultanément la qualité des sols. Seules une réflexion globale et une approche systémique de la question permettront de trouver un nouvel équilibre.

 → texte intégral en annexe

## 2. La qualité de nos lieux d'habitat interrogée, un besoin d'espace, le logement vu comme un « cocon »

**Le confort de nos logements a été éprouvé par le confinement, révélant de grandes inégalités selon les ménages et les territoires, mais aussi notre besoin partagé d'espace et de nature.**

D'un lieu de vie à un lieu refuge, la qualité et la nature de nos logements ont été éprouvées par le confinement, avec un nombre de m<sup>2</sup> disponibles par personne et par logement très inégal selon les foyers. Il y a les ménages qui ont eu la possibilité de quitter leur logement pour rejoindre un habitat plus confortable, mieux équipé, situé dans un environnement plus « aéré », souvent en périphérie des villes. Et d'autres, qui par contrainte ou par nécessité n'ont pas eu le choix d'une autre résidence, pour qu'elle soit plus adaptée à la situation de confinement. La précarité que connaissent certaines familles nombreuses dans des appartements exigus, ou des étudiants coincés dans les 9 m<sup>2</sup> de leur résidence universitaire est particulièrement marquante.

*« Disposer d'un jardin est un luxe qu'il faudrait pouvoir garantir à tous ».*

Le besoin d'espace est fort, avec un domicile qui a dû recueillir l'ensemble de nos activités quotidiennes, devenant salle de classe, terrain de jeu, lieu de travail, tout en restant lieu de l'intime et de la vie conjugale. Le confinement a ainsi mis à l'épreuve les qualités et les défauts de nos logements (exiguïté, consommation d'énergie, luminosité...), révélant en permanence nos besoins, notamment celui d'accéder à des espaces extérieurs confortables.

Il faut maintenant suivre dans quelle mesure ce confinement va modifier les désirs d'habiter et les standards de qualités attendues d'un logement ? Nos indicateurs de cadre de vie et de qualité des logements sont ainsi à réévaluer.

*« Les normes de construction et le modèle de financement du logement doivent être revus, une adaptation de nos logements qui doit être pensée pour des périodes prolongées de confinement. »*

▼ Le confinement, ou un certain retour à la terre ? ▼





L'accès à un espace extérieur de qualité (spacieux, végétalisé, privatif), nouvel invariant de la production immobilière.

Confluence, îlot A, Lyon 2<sup>e</sup>

## Anticiper les évolutions des choix résidentiels

### Résumé - Chronique n°7

Les choix résidentiels des ménages reposent sur une grande variété de facteurs rendant difficile leur appréhension exhaustive et dans la durée. L'emploi, les revenus, la situation géographique mais aussi les aspirations individuelles se combinent pour aboutir à des arbitrages sensiblement différents d'un foyer à l'autre. L'expérience généralisée du confinement a fait émerger un nouveau besoin jusqu'alors latent : celui d'un logement « multifonctionnel » permettant tout à la fois de se réfugier, de travailler, de se distraire ou de se reposer.

**« La question des nouveaux modes d'habiter se posait déjà avant la crise mais le postulat de départ n'était pas celui d'un besoin en logement « multifonctionnel » en cas de confinement, de son utilisation pour d'autres fonctions que celle « d'habiter ». Désormais, se pose la question du logement comme d'un lieu permettant d'exercer de multiples activités normalement réservées à des espaces extérieurs et bien spécifiques. »**

Dans ces conditions, comment les stratégies résidentielles des habitants de l'aire métropolitaine lyonnaise vont-elles évoluer ? Si les professionnels locaux de l'immobilier relèvent pour l'instant une relative stabilité des prix, ils notent en même temps une augmentation sensible de la demande et des ventes de maisons avec jardin en zone périurbaine (Beaujolais, Dombes). La progression du télétravail est susceptible d'accentuer cette tendance, ainsi que plus largement la déconnexion entre bassin de vie et bassin d'emploi déjà constatée sur notre territoire depuis 2012.

 → texte intégral en annexe

## Repenser la production de logements

### Résumé - Chronique n°6

L'obligation faite aux Français de rester confinés à leur domicile pendant près de deux mois a bouleversé le rapport qu'ils entretiennent à leur logement. Selon la nature même de celui-ci – appartement versus maison –, sa superficie, son niveau d'équipement et de confort, mais aussi selon la composition sociodémographique des ménages et leurs niveaux de ressources, cette période a été vécue de manière très différentes et nous interpelle individuellement tant l'habitat est au centre de notre intimité : quels usages se sont (re)déployés dans nos foyers durant le confinement et qu'augurent-ils de notre rapport au logement pour les vingt prochaines années ?

Avec un marché immobilier tendu qui rend de plus en plus difficile l'accession à la propriété, la Métropole de Lyon est appelée à questionner sa stratégie de production de logements pour mieux concilier les attentes et besoins contemporains en matière d'habitat (adaptabilité/évolutivité, accès à un espace extérieur, connectivité...) et le pouvoir d'achat des ménages.

**« La crise a montré l'impérieuse nécessité de pouvoir disposer d'un espace extérieur digne de pratique et d'usage. Ces espaces ont montré qu'ils ne participaient pas uniquement au confort mais qu'ils s'avéraient indispensables à la qualité de vie et à l'équilibre des habitants. »**

 → texte intégral en annexe

### 3. La réindustrialisation comme objectif, la souveraineté économique comme horizon

La pandémie du Covid-19 a provoqué une rupture sans précédent de la croissance de la production mondiale. Le prix du baril de pétrole a chuté jusqu'à des niveaux négatifs. Cette suspension de l'économie, contrainte et subie, a ainsi touché l'ensemble des activités, notamment l'industrie.

Dès le 11 mars en Italie, le 15 mars en France, puis progressivement dans l'ensemble de l'Europe, les chaînes de production et d'approvisionnement se sont rompues, mettant à jour les fragilités du système économique mondialisé : spécialisation et concentration des activités économiques, dépendance à la production asiatique, aux plateformes numériques nord-américaines, etc.

Début mai, les prévisions de baisse du PIB s'établissaient au minimum à -8% pour l'année 2020 en France. A Lyon, et dans une moindre mesure dans l'aire métropolitaine, c'est une baisse des chiffres d'affaires estimée à -50% pour les activités de commerce.

Si la production industrielle a été largement stoppée, certains secteurs d'activités ont pu continuer à fonctionner, notamment l'alimentaire. L'agriculture a été particulièrement productive, très mobilisée durant le confinement, avec des usages qui ont évolué pour s'ajuster aux contraintes sanitaires, notamment avec l'explosion des ventes à distance ainsi que la distribution de paniers informelle, et la création de « drive » en tout genre. La crise sanitaire et le confinement ont été un accélérateur des mutations

déjà engagées depuis quelques années en urbanisme commercial, tant du point de vue de l'offre que des pratiques de consommation. Ces nouvelles habitudes resteront pour partie. Il faut dès maintenant les suivre et les accompagner, notamment les plus vertueuses.

*« Cela fait 15 ans qu'on essaie de développer les circuits courts pour rapprocher producteurs et consommateurs afin de consommer local. Avec la crise sanitaire, en une semaine, tout s'est mis en place : drive fermier, petits marchés de producteurs, livraison de paniers... »*

La question des évolutions économiques est fortement mise en avant ; l'accompagnement des activités en difficulté et notamment dans les centralités, la gestion des vacances commerciales inévitables, la régulation des flux logistiques liés au e-commerce et notamment des derniers kilomètres en milieu urbain, sont les thèmes largement plébiscités. Le point central qui apparaît est celui de la souveraineté économique du territoire, à savoir son aptitude à localiser les chaînes de production au plus près des bassins de consommation et de positionner l'appareil universitaire-industriel lyonnais dans les chaînes de valeur mondiales.

▼ Circuits courts et Drive, des pratiques d'achats plébiscitées ▼





Une crise qui a mis à jour notre dépendance en termes d'alimentation. La relocalisation de production alimentaire ne s'est rarement faite aussi pressante.

## Accompagner les mutations de l'urbanisme commercial

### Résumé - Chronique n°4

La fermeture d'une majorité des commerces durant le confinement ainsi que la limitation des déplacements ont sensiblement modifié les pratiques de consommation. Les Français ont privilégié les formats de vente qui limitaient les contacts physiques et ont recentré leurs comportements d'achats en accordant une place plus importante aux aspects sociaux et environnementaux. L'explosion des drives, du e-commerce, la préférence pour les supers plutôt que pour les hypermarchés, l'engouement pour les circuits courts (marchés, ventes aux producteurs, Amap...) témoignent d'une consommation plus sobre et responsable, tournée vers l'essentiel.

**« Certaines habitudes prises pendant le confinement vont perdurer plus ou moins fortement, notamment lorsque l'expérience client fut positive. »**

**L'engouement pour les circuits courts, les formats de proximité et plus largement la valorisation de la production locale et la volonté de soutenir les emplois locaux sont amenés à se poursuivre. »**

Ces tendances – amorcées depuis un certain nombre d'années déjà – vont-elles se poursuivre et bouleverser *de facto* l'urbanisme commercial de l'aire métropolitaine lyonnaise ? Dans un contexte général de mutation du commerce au long cours, la réorganisation de l'offre autour d'une pluralité de canaux de distribution (physiques et en ligne) ainsi que la valorisation de la production locale sont vraisemblablement amenées à se renforcer et à modifier le paysage commercial de nos villes, quelle qu'en soit la taille.

 → texte intégral en annexe

## Réinventer notre modèle économique et industriel

### Résumé - Chronique n°1

Avec son important tissu industriel et la présence – de longue date et toujours significative – de spécialités telles que la chimie ou la santé, la Métropole de Lyon se retrouve au cœur des débats actuels sur la souveraineté et le patriotisme économiques : comment maintenir, conforter et attirer des entreprises susceptibles de garantir notre indépendance ? Davantage qu'à travers des injonctions à d'hypothétiques relocalisations ou des mesures coercitives, c'est par le soutien à de nouvelles activités mêlant fabrication et services et par la diversification des chaînes d'approvisionnement que notre territoire parviendra à relever le défi de la (ré) industrialisation et à sauvegarder ses capacités productives et ses emplois au bénéfice du plus grand nombre.

**« L'enjeu de la réindustrialisation n'est pas seulement un enjeu de souveraineté économique. Il est tout autant et même davantage un enjeu économique, social et environnemental pour nos territoires. Il doit pour cette raison s'accompagner d'une réflexion sur l'évolution de notre modèle productif. »**

 → texte intégral en annexe

## 4. Une économie au ralenti, une activité tenue grâce au numérique, un rapport au travail en mutation

**La crise a fait prendre conscience de la place du digital et des technologies numériques dans nos existences, à tous les niveaux, et en particulier pour l'accès aux services essentiels.**

La prégnance des outils et infrastructures numériques dans le fonctionnement de notre économie et de notre vie sociale a été déterminante. Les acteurs associatifs et privés ont ainsi pu jouer un rôle essentiel, renvoyant aussi à la fragilité de nos services publics pour subvenir aux besoins essentiels de la population. La digitalisation a permis à de nombreux commerçants de s'adapter rapidement et de garder une activité, que ce soit pour les grands groupes alimentaires ou non-alimentaires (bricolage par exemple), pour des indépendants ou des agriculteurs. Toutefois, la crise a mis en évidence certaines limites du e-commerce, avec des problèmes de rentabilité et d'une nécessaire réorganisation de la logistique.

Par ailleurs, la dépendance aux applications numériques et l'importance de la big data sont telles dans notre société et pour nos politiques publiques que l'ouverture d'un débat de société sur ce sujet doit aussi s'engager (par exemple sur l'émergence des *digital commons*).

*« Lors du confinement, les ressources clés apportées par les infrastructures numériques (données, applications, plateformes) révèlent d'un côté la puissance du privé à répondre rapidement, et souvent efficacement à des besoins urgents et ciblés, et de l'autre l'inertie et les difficultés de nos pouvoirs publics à les maîtriser. »*

Notre rapport au travail est également bousculé. L'adaptation des salariés durant le confinement a montré d'autres formes d'organisation possibles, avec des aspects favorables, d'autres moins.

La puissance du numérique a aussi été une des plus visibles à travers la généralisation du télétravail. Si son efficacité à grande échelle a été éprouvée pour beaucoup d'entreprises et de salariés, les bénéfices professionnels d'échanges informels et d'une co-présence demeureront essentiels. Un changement profond de notre rapport au travail est probablement en train de s'établir. D'autres formes d'organisation sont possibles, avec un triple défi pour les entreprises : celui de leur agilité dans leur rapport avec

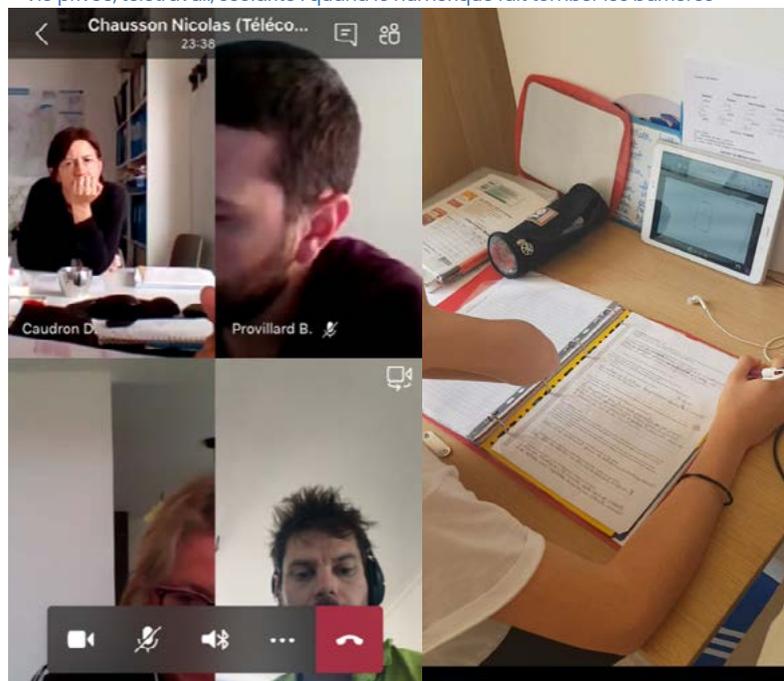
leurs clients, celui de leur responsabilité sociale et environnementale, et celui de travailler de manière collective pour éviter les silos disciplinaires. Cela semble renforcer le besoin de transversalité et d'analyses systémiques.

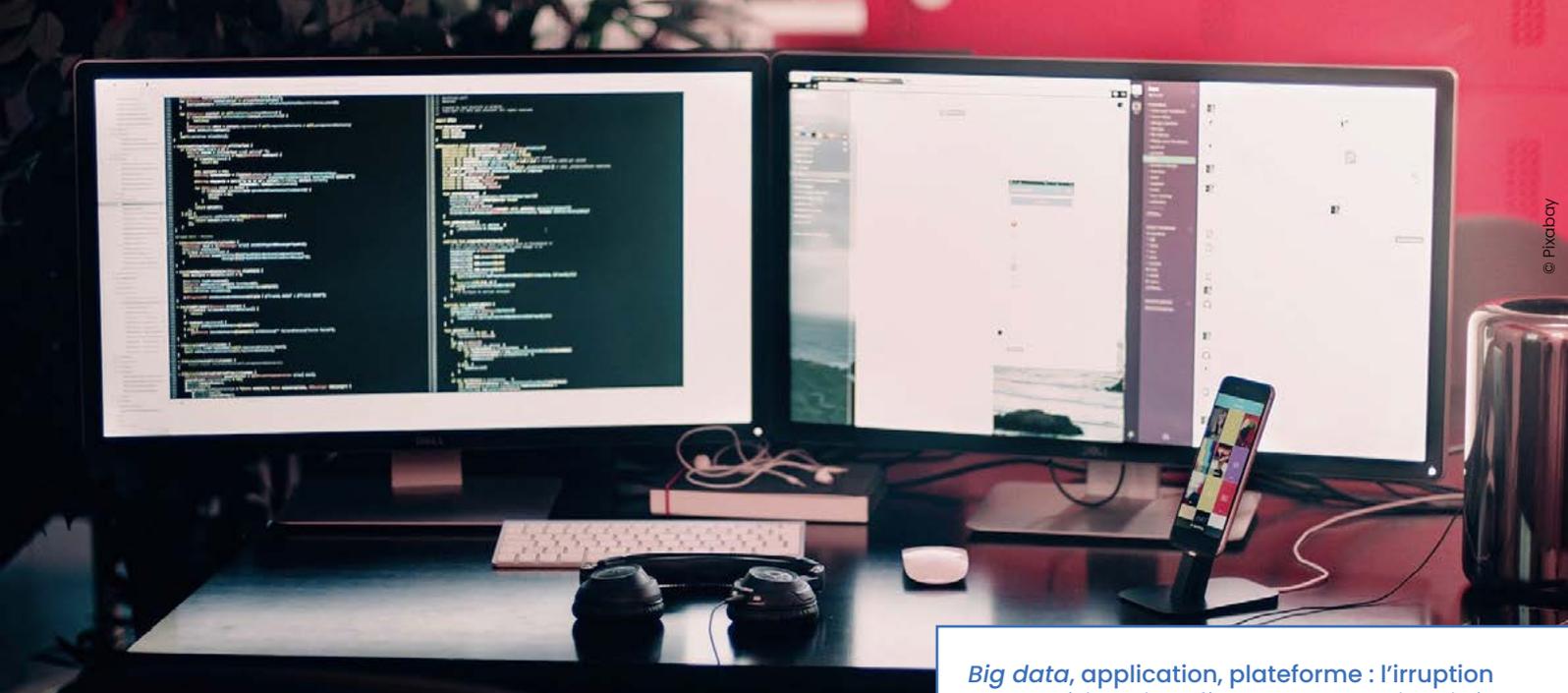
*« Oui, au télétravail et au co-working ! Une qualité au travail renouvelée qui permet de réduire nos déplacements (gains de temps, d'argent et moins de pollution), d'améliorer notre santé mentale (stress quotidien et hebdomadaire réduit) et de concilier autrement vie professionnelle et privée. »*

Pour l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages, les impacts actuels sont déjà importants avec un chômage partiel qui a concerné environ 11 millions de salariés, et avec seulement 30% des actifs qui n'ont pas subi de baisse de salaire durant le confinement. Les conséquences à moyen terme le seront sans doute plus encore, avec des fermetures définitives d'entreprises dans la restauration, la construction, l'industrie automobile, le tourisme, la culture, etc.

Les impacts de la crise économique et sociale ne seront pas les mêmes selon les secteurs d'activités et les territoires : métropoles, villes moyennes, périurbain, zones rurales. Quoiqu'il en soit, orienter notre relance économique vers une relocalisation productive, avec des conditions d'installation faites dans le respect de la transition énergétique semble alors impératif.

▼ Vie privée, télétravail, scolarité : quand le numérique fait tomber les barrières





© Pixabay

**Big data, application, plateforme : l'irruption du numérique interfère avec notre vie privée.**

## **Faire bon usage du big data pour respecter la vie privée des citoyens**

### **Résumé - Chronique n°11**

Afin d'identifier et suivre plus aisément les personnes atteintes de Covid-19 et limiter ainsi la propagation du virus, les données produites par les smartphones ont très rapidement suscité l'intérêt croisé des opérateurs privés et des pouvoirs publics. Des questions relatives aux libertés individuelles, à la gouvernance ainsi qu'au pouvoir conféré par cette *big data* ont rapidement émergé et conduit le gouvernement français à privilégier le développement de sa propre solution Stop-Covid.

Face aux enjeux soulevés par l'influence croissante des plateformes numériques et la progression de la surveillance, comment garantir la protection de la vie privée des citoyens ? Les collectivités territoriales ont un rôle de régulateur à jouer comme l'a montré la Métropole de Lyon en mettant en place des cadres de partage de données permettant de négocier la présence de certains opérateurs privés venant proposer des services de mobilité aux habitants. L'Agence d'urbanisme doit quant à elle poursuivre son travail d'observation territoriale en exploitant la *data* issue du numérique quand elle est partagée et rester en veille, tant sur l'activité législative que sur les initiatives citoyennes.

**« La crise Covid-19 aura démontré que les tentatives de dialogue et de négociation public/privé se font désormais aussi au plus haut niveau de l'État. Pour les agences d'urbanisme, ceci est à intégrer, pour comprendre les dynamiques en cours, puis aider à définir une action publique positionnée là où elle est vraiment efficace, en toute lucidité. »**

 → texte intégral en annexe

## **Travailler autrement**

### **Résumé - Chronique n°2**

La prise de conscience du caractère essentiel de certains métiers (dans le soin, la logistique et l'agroalimentaire notamment) ainsi que la généralisation du télétravail durant la période de confinement ont fait surgir un questionnement de fond sur notre rapport au travail : quels sont les emplois les plus utiles à la société et à l'économie et dans quels espaces peuvent-ils être exercés correctement ? Outre des répercussions très concrètes à court terme sur l'immobilier tertiaire, ces interrogations en soulèvent d'autres en matière d'aménagement du territoire et de réduction des inégalités. À Lyon, comme dans d'autres aires métropolitaines marquées par de fortes tensions sur le marché du logement et dans les transports, le développement de nouvelles façons de travailler apparaît comme un outil de rééquilibrage prometteur.

**« Le télétravail a vraisemblablement un rôle à jouer en matière d'aménagement du territoire. Il peut permettre d'atténuer des déséquilibres en réduisant les tensions sur le marché du logement et dans les transports sur les axes de communication. Il peut devenir une opportunité pour certains territoires, périurbains notamment. »**

 → texte intégral en annexe

## 5. Les inégalités sociales mises en lumière, une mobilisation des collectifs

Cette crise sanitaire a d'abord été un facteur aggravant des inégalités socio-spatiales, y compris à l'échelle mondiale, concrétisant des dynamiques alors perçues comme « points de vigilance ». Ces inégalités révélées ont également précipité des sentiments de colère. Notre capacité à nous mobiliser, personnellement et professionnellement, est ainsi fortement interpellée.

La pandémie a ainsi mis en lumière des inégalités face au travail (30% des actifs ont été contraints de continuer à travailler dans des conditions souvent dangereuses), au logement (exiguïté, accès ou non à une résidence secondaire), à la mobilité (accès à la voiture), aux services (accès aux marchés de producteurs) ou encore aux situations familiales (personnes seules, isolées).

*« Des lignes de rupture sont tracées entre les confinés et ceux qui sont exposés (...), étant bien souvent ceux dont les conditions de travail ont été les plus malmenées ces dernières décennies. »*

Ces inégalités sont connues et reconnues, précipitant aussi des sentiments de colère. Notre capacité à agir et nous mobiliser, personnellement et professionnellement, est fortement interpellée : création de nouveaux collectifs pour développer la solidarité et l'entre-aide à l'échelle des quartiers, partage des courses, échange de bons plans sur les marchés et les ventes à la ferme, plantation d'un potager, etc.

Ici aussi, une observation fine des modifications qui ont eu lieu lors du confinement pourra réinterroger notre évaluation des inégalités sociales et territoriales : qu'est-ce qui a empêché que des gens ne se retrouvent en situation encore plus difficile ? Qu'est-ce qui a permis de faire face ? La mobilisation des 17 Objectifs du développement durable de l'ONU est aussi, par exemple, un « pense-bête » des minimums à considérer pour agir à leur réduction, notamment à l'échelle locale.

*« À l'exception des dimensions sanitaires, cette période révèle peu de nouveaux enjeux, elle exacerbe beaucoup des situations existantes d'inégalités sociales, individuelles, familiales... »*

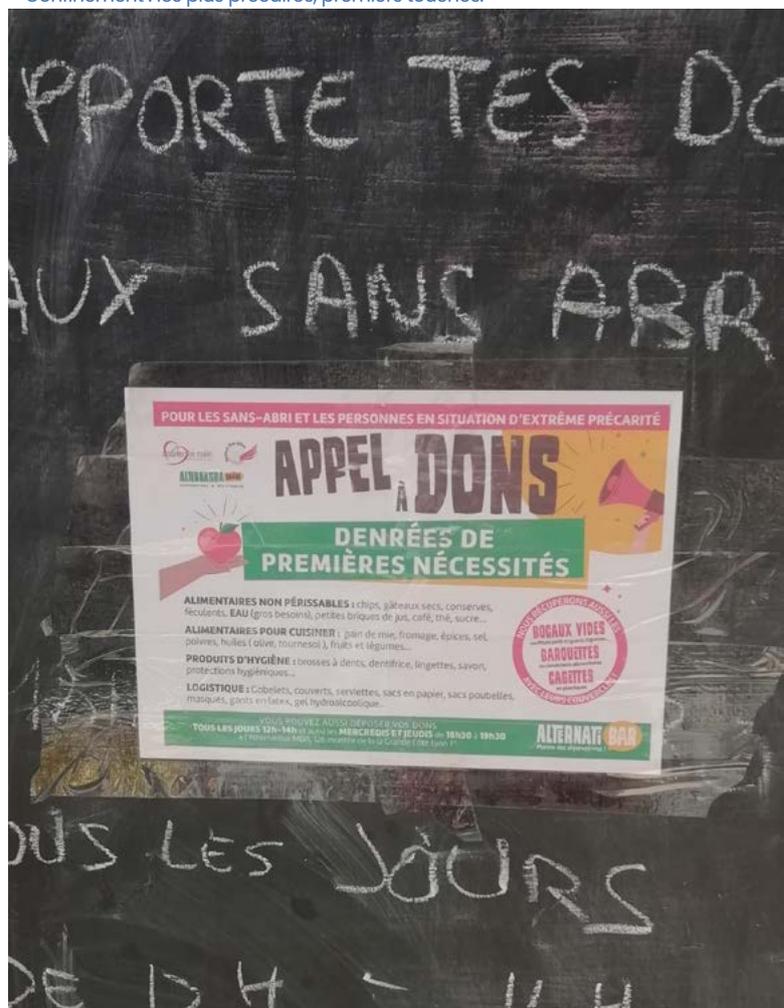
Par ailleurs, et en partie grâce au numérique, mais aussi aux effets d'une proximité « retrouvée », le confinement a permis des sociabilités nouvelles, rappelant que l'être humain est d'abord un être sociable et coopérant.

Plus largement, le souhait d'un retour à la localité interpelle à nouveau fortement les dynamiques de métropolisation et renvoie avec force à la question de nos territoires désirables et à la construction d'une ville à échelle humaine.

Cette crise démontre aussi notre capacité d'adaptation, la puissance de nos efforts individuels pour apporter une réponse collective et notre interdépendance mondiale. Ceci devant nous servir, par exemple, à répondre au défi climatique qui est devant nous.

Notre disponibilité aux autres, à nos proches, à nous-mêmes, à notre environnement (humains, animaux, végétaux) a aussi été modifiée, avec pour beaucoup un effet salvateur généré par ce ralentissement.

▼ Confinement : les plus précaires, premiers touchés.





**Si la crise sanitaire a un retentissement mondial, elle appelle des mesures locales et collectives.**

Parc de la Tête d'Or, Lyon 6<sup>e</sup>

## **Mieux combattre les inégalités**

### **Résumé - Chronique n°3**

Véritable « bain révélateur » rendant encore plus criantes et inacceptables des inégalités déjà connues, la crise du coronavirus accentue le besoin de mettre en œuvre des réponses efficaces et justes aux difficultés rencontrées par les publics les plus fragiles : comment réduire la vulnérabilité extrême des personnes sans-abris, l'exposition des femmes aux violences domestiques ou encore la surreprésentation des minorités ethniques parmi les personnes infectées ?

**« Des inquiétudes se font jour avec l'effondrement de l'emploi intérimaire et la hausse du chômage annoncée. Comment faciliter le retour à l'emploi, en particulier des personnes les plus fragiles et les plus éloignées, dans le contexte actuel ? »**

Les actions engagées par les acteurs de terrain fournissent ici des pistes originales. Dans les Quartiers de la Politique de la Ville (QPV) de la Métropole de Lyon, les équipes projets sont ainsi directement allées sur le terrain à la rencontre des habitants pour mieux prendre la mesure de leurs difficultés. Cette approche par la proximité, au plus près de la vie quotidienne, s'impose comme un champ à investir de façon transversale dans l'ensemble de l'action publique.

 → **texte intégral en annexe**

## 6. Le rapport au vivant et la prévention des risques environnementaux au cœur des préoccupations

**La crise a bouleversé notre rapport à la santé en révélant l'importance de notre épanouissement et de la bonne santé mentale des populations. Cette dimension doit davantage être prise en compte dans notre manière de « calculer » le coût de l'aménagement urbain, en considérant en priorité les effets sur la santé et le bien-être.**

Si la diffusion de nombreuses cartes montrant la réduction des émissions de polluants a été particulièrement relayée dans les médias au début de l'épidémie, apparaissant comme un des impacts positifs du confinement, cette crise sanitaire révèle d'abord les dysfonctionnements plus profonds et systémiques de la dégradation de nos écosystèmes.

La crise a précipité la réalisation d'actions portées depuis plusieurs années par les acteurs de l'écologie, notamment concernant l'alimentation, avec le développement des circuits courts et la faveur portée à la production locale de manière générale. La crise sanitaire a semble-t-il ouvert un espace sans précédent pour les sujets de la transition écologique ?

*« Il serait inacceptable de sortir de la crise du Covid-19 pour demain mourir de la pollution de l'air. »*

Notre regard sur l'environnement, nos paysages, nos villes a aussi été modifié grâce à ce ralentissement généralisé. L'impact a aussi été audible, révélant l'omniprésence des nuisances sonores en ville et la nécessité de pouvoir mieux les réguler. Le confinement nous a fait regarder les villes avec un changement de perspectives. Pour exemple, ces médias qui ont fleuri sur Internet

pour montrer la « poésie des villes vidées de leur frénésie habituelle, les espaces publics libres pour les animaux, la musique des villes... »

Cette nouvelle épidémie, aujourd'hui pandémie Covid-19, hier Sras, Ebola ou encore H1N1, a encore montré la fragilité de l'être humain, que la bonne santé des populations est primordiale au bon fonctionnement de notre société, avec toutes les dimensions qu'elle recouvre, plus ou moins vitales, mais toutes essentielles : se soigner, se nourrir, se loger, se déplacer, travailler, entreprendre, se divertir.

*« La biodiversité reste notre meilleure assurance maladie contre les effets catastrophiques de certains pathogènes. »*

La Covid-19 a aussi révélé notre incapacité à anticiper le risque épidémiologique et la gestion d'une crise sanitaire d'envergure. Elle met en lumière la forte vulnérabilité de nos personnes âgées, des malades chroniques, la fragilité de notre système de santé et le manque de considération des personnes qui travaillent chaque jour auprès des plus fragiles.

*« L'isolement des personnes âgées est un déchirement. »*

Les liens entre urbanisme et santé sont ainsi renforcés. Que ce soit dans nos politiques publiques et dans nos pratiques professionnelles, pour une prise en compte plus systématique de ce fondamental dans les projets urbains, dans nos réflexions sur l'organisation des activités humaines.

▼ 15 mai : le trafic aérien quasi à l'arrêt



▼ Chevaux en pré à Décines





Ressourcement : un besoin d'espace  
et de nature essentiel à notre santé mentale.  
Parc de la Tête d'Or, Lyon 6<sup>e</sup>

## Organiser les conditions de la résilience alimentaire

### Résumé - Chronique n°10

L'angoisse sanitaire suscitée par la pandémie de Covid-19 s'est doublée d'une inquiétude alimentaire, dont la ruée vers les rayons des supermarchés a constitué la manifestation la plus impressionnante. Si la France est parvenue à éviter la pénurie, la crise a révélé les failles d'un système confronté à la déconnexion progressive des villes avec leur alimentation et à une dépendance croissante aux échanges internationaux de biens et de personnes. Comment organiser les conditions de la résilience alimentaire pour mieux faire face aux chocs futurs ?

La diversification des productions, des débouchés et des canaux de distribution (trop largement dominés par les filières longues et mondialisées) apparaît comme un premier axe à investir. L'ajustement de la balance entre circuits locaux et approvisionnements extérieurs (pour garantir une alimentation variée, quelles que soient les capacités de production) s'impose comme un second levier stratégique à actionner.

Enfin, la lutte contre la faim et la précarité alimentaire auxquelles n'échappe pas notre territoire doit demeurer une priorité. L'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise est mobilisée aux côtés de ses partenaires et accompagne à ce titre, depuis mars 2019 dans le cadre du Projet alimentaire du territoire lyonnais, un processus de dialogue entre des acteurs de plus en plus nombreux.

**« Cette crise semble nous démontrer, que les modèles diversifiés et autonomes sont les mieux outillés pour faire face aux chocs. C'est particulièrement vrai pour la partie amont de la chaîne alimentaire, la production : la diversité des débouchés, tout comme la diversité des productions, sont fondamentales. »**

 → texte intégral en annexe

## Intégrer le risque pandémique dans la stratégie de résilience des territoires

### Résumé - Chronique n°5

Bien que constitutive de l'histoire de nombreuses villes, la prise en compte du risque pandémique s'est estompée au fil du temps. Le surgissement du coronavirus l'a (re)placé au premier plan des préoccupations urbaines, en en faisant un risque majeur parmi d'autres (naturels et technologiques). Comment, dès lors, parvenir à l'intégrer dans la gestion des territoires malgré son caractère structurellement incertain ? Les outils habituellement utilisés par les urbanistes s'avèrent pour l'instant peu adaptés. Si la notion d'aléa est difficile à estimer, à cartographier et à suivre dans le cadre d'un observatoire, par exemple, le passage à une culture de la vulnérabilité constitue une piste pertinente.

En analysant notamment les maladies chroniques spécifiques à l'aire métropolitaine lyonnaise avec des spécialistes de la santé, nous parviendrons plus aisément à construire une stratégie de résilience adaptée à la complexité des enjeux actuels.

**« S'interroger perpétuellement, écouter et échanger, développer son humilité face aux risques en comprenant que l'analyse du présent change le futur, voilà les dispositions de pensée adoptées depuis longtemps par nos spécialistes du risque. »**

 → texte intégral en annexe

→ Voir aussi en annexes,  
Chronique n°16 : « Biodiversité :  
rendez-vous avec le vivant ! »

## 7. L'injonction à la densité contestée, un modèle urbain montré du doigt

La période de confinement aura mis en exergue une dépréciation des « villes » en tout cas pour les plus peuplées et les plus denses d'entre elles, des villes vues comme saturées, en permanente agitation. Le rapport aux formes urbaines et à l'espace est bouleversé et l'idée apparaît que le temps – long et profond – est une opportunité pour reprendre le contrôle sur nos programmes d'activités.

Pour y parvenir, il s'agit alors d'opérer un certain nombre de transitions dans le domaine du climat, de la qualité de l'air, des énergies, de la biodiversité, de la solidarité. Dans ce contexte, la campagne est alors perçue, ressentie, vécue comme un territoire refuge, territoire de ressourcement et de respiration où l'on peut se poser et prendre son temps pour contempler le vivant et prendre conscience de son existence.

L'absence d'espaces extérieurs privatifs, sans même parler de la suroccupation de nombre de logements, aura divisé les habitants de l'aire métropolitaine selon leurs conditions de confinement. Chacun, renvoyé à sa localité, aura donc apprécié de manière bien différente sa manière d'habiter, d'investir son micro-territoire.

Beaucoup de professionnels alertent sur le grand retour du mythe de la maison individuelle et de l'autosolisme, des chiffres les légitiment mais là encore, pour combien de temps ? Le transport public déprécié fera son retour pas par amour mais par nécessité. Plus durable en revanche car plus structurelle, la reconfiguration sociale du travail, principalement tertiarisée dans les grandes métropoles, et sa traduction urbaine par

de grandes opérations immobilières, pourraient amener à réfléchir le devenir des anciens *Central Business District*.

En tant que professionnel·le·s de l'urbanisme, nous allons sans doute devoir répondre à plusieurs questions. Comment faire moins de densité tout en luttant contre l'étalement urbain et l'érosion de la biodiversité ? Notre modèle métropolitain, périurbain, lyonnais est-il à revoir ? Sommes-nous arrivés au bout d'un processus ? La promotion d'un modèle plus collaboratif qui met en avant le souci des communs et les valeurs d'entraide, de partage est sans doute à engager.

*« Quel regard doit-on porter sur la densité ? Le monde rural et le périurbain semblent moins impactés par la crise actuelle ? La densité sera sans doute plus soutenable, si elle est réinvestie par des espaces de nature, accessibles et riches. »*

Le partage de valeurs communes entre territoires de l'aire métropolitaine Lyon Saint-Étienne apparaît plus que jamais comme un préalable à la mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement qui puisse répondre aux aspirations profondes des populations. Ce nouveau modèle de développement que chacun appelle de ses vœux doit davantage être appréhendé depuis la société civile, en s'appuyant sur l'expertise d'usage et en valorisant les actions et collectifs qui ont démontré leur pouvoir de transformation durant la crise.

▼ Logements intermédiaires, L'Isle-d'Abeau





Le modèle urbain lyonnais et ses trois valeurs phares (esthétique, rationalité, hygiène), va-t-il être contesté.

Vue sur Lyon 3<sup>e</sup>, secteur Moncet Part-Dieu

## Appréhender de façon plus systémique l'espace métropolitain

### Résumé - Chronique n°9

La crise planétaire générée par l'épidémie de Covid-19 a soudainement mis en tension les principales activités et fonctions de l'aire métropolitaine Lyon-Saint-Étienne confrontée à un véritable « crash-test » : localité voisinage, sociabilité/éducation, mobilité/emploi, solidarité/bien(sur)veillance, inégalités/exclusion, gouvernance/décisions et santé/environnement ont dû faire la preuve de leur capacité à répondre aux besoins quotidiens des habitants et usagers du territoire dans des conditions exceptionnelles. Face à une telle épreuve susceptible de se reproduire à l'avenir, comment parvenir à développer des aménités tout en limitant la densité mais

aussi l'étalement urbain et l'érosion de la biodiversité ? En tant qu'outil d'ingénierie territoriale, l'Agence d'urbanisme gagnerait à affirmer son rôle d'assembleur face au risque croissant d'antagonisme centre-périphérie, à partager son expertise et à donner la parole aux élus. Elle peut et doit constituer un lieu de ressources majeur pour les acteurs de la fabrique des territoires, dans l'objectif de promouvoir et d'accompagner la mise en œuvre d'une plus forte inter-territorialité. Et ceci, toujours dans une approche systémique, inhérente à l'expertise Agence, à-même de répondre aux bouleversements actuels et futurs.

**« Remis en cause pour [ses] externalités négatives, le système métropolitain a néanmoins montré ses points forts : un tissu économique diversifié, comme amortisseur de la crise ; un tissu associatif, en alerte et pare-feu d'une deuxième vague, sociale celle-là ; un tissu d'activités agricoles locales réactif pour compenser la fermeture des marchés. »**

▼ Nouveau quartier des Girondins à Gerland, Lyon



 → [texte intégral en annexe](#)

→ Voir aussi en annexes,  
Chroniques n°15 : « Qualité de ville, du quartier et de l'habitat ; densité, végétal, proximité, espaces communs... »

## 8. Expérimenter davantage

L'observation et la planification urbaine, cœurs de métier de l'Agence d'urbanisme de l'Aire métropolitaine lyonnaise, apparaissent comme un levier de régulation plus que jamais nécessaire pour préserver notamment nos ressources et ménager nos territoires. Mais elles doivent davantage intégrer les logiques essais erreurs pour prendre en compte les « incertitudes stratégiques » : ce que les simulations et les modèles rendaient impossibles, la crise sanitaire l'a rendu possible.

L'incroyable expérience de résilience collective à très grande échelle nous a amenés à en expérimenter les différentes étapes de la perspective lointaine d'un problème, à sa crainte, à la sidération d'y être confronté dans sa chair, à la mise en œuvre d'actions réflexes, ou de tâtonnements en mode « essais/erreurs », pour *in fine* engager une forme d'adaptation. Et le process est toujours en cours de cette expérience collective d'une remise en cause inédite pour plusieurs générations de notre sentiment de sécurité, de nos certitudes.

Il va nous falloir retrouver la confiance, redonner du sens à nos métiers, à notre engagement. La situation de crise et d'urgence met sous les feux des projecteurs le temps long de l'urbanisme. Comment « l'urbaniste » doit-il aussi faire évoluer son métier pour accompagner au mieux les territoires dans leurs transitions ?

*« Il faut que nous puissions intégrer dans le temps des missions de l'Agence davantage d'enquêtes de terrain, auprès des usagers, des habitants, au plus près des exploitants, des praticiens, des promoteurs. »*

Nos métiers devront davantage intégrer une dimension « d'accompagnement dans l'action », pour être en capacité de s'ajuster rapidement, en temps de crises et de post-crisis : urbanisme tactique, urbanisme *low-tech*, priorité aux aménagements en faveur de la santé, circuits d'approvisionnement.

Travailler sur la réversibilité des projets, être plus modeste sans pour autant être moins audacieux, faire place à l'incertitude et à plus d'agilité. Anticiper, essayer, adapter plutôt que prédire, conclure et défaire.

Il nous faut continuer à renforcer notre observation territoriale, partenariale, faisant fi des frontières administratives. Poursuivre nos réflexions sur le temps long pour encore améliorer notre éclairage du temps présent. Faire de la prospective pour continuer à imaginer des futurs possibles, résilients, durables et désirables.

Plusieurs menaces, le vœux pieux du « monde d'après » (diseurs vs faiseurs), le « *Covid washing* », lâcher la proie pour l'ombre, résister à « l'urgence pragmatique » ou aux sauts à pieds joints dans les conclusions dite « post-Covid ». Ne pas vouloir tourner la page trop vite au risque de dilapider les derniers deniers publics encore disponibles dans des mesures trop « court termistes », sans visée à long terme.

*« Aussi, refuser les certitudes et les conclusions définitives. Anticiper, essayer, s'adapter plutôt que prédire, conclure, défaire. »*



^ Piste cyclable temporaire, Pont de la Guillotière, Lyon



Le confinement ou l'éloge de la lenteur.

## Aménager l'espace et le temps

### Résumé - Chronique n°8

La soudaineté de la crise liée à la pandémie de Covid-19 et le confinement généralisé de la population ont eu des répercussions immédiates sur le fonctionnement de la société urbaine au niveau international : à Lyon comme dans une grande partie des métropoles du monde, la mobilité des biens et des personnes a été mise à l'arrêt de façon hyper synchronisée. Suspendue, la vie nocturne ludique et festive a parfois été interdite sous forme de couvre-feux. Dans le même temps, les logements sont devenus polyvalents, tour à tour voire simultanément bureaux, écoles ou salles de sport. Avec les applaudissements de 20 heures et les « apéros visios », de nouveaux rituels sont également apparus pour pallier le manque de temps consacré à la socialisation.

**« Il aura fallu la crise liée au Covid-19 pour remettre le temps sur le devant de la scène et relancer les réflexions issues des politiques temporelles. Mais ces solutions ne devraient pas se limiter à la sortie de crise. Le temps, au même titre que l'espace, est essentiel à la compréhension de la ville. L'aménagement du temps – ou des temps – est tout aussi important que l'aménagement de l'espace. »**

Quelles leçons les villes peuvent-elles à présent tirer de cette expérience ainsi que de la phase de déconfinement qui lui a succédé, avec leurs pistes cyclables provisoires et leurs trottoirs momentanément élargis ? Plus que jamais, les politiques temporelles apparaissent comme indissociables de celles visant à aménager l'espace. Par-delà l'urbanisme tactique, c'est une nouvelle manière de penser et de développer nos territoires qui émerge, tenant davantage compte du facteur temps dans les orientations retenues.

 → texte intégral en annexe

## Poursuivre les expérimentations nées du confinement

### Résumé - Chronique n°13

Les espaces et les accès du Grand Parc Miribel Jonage ont été complètement fermés au public pendant près de deux mois. Dès sa réouverture, le besoin de nature de la population métropolitaine a été confirmé par une véritable « ruée » vers le parc, avec des usages nombreux et variés malgré des conditions d'accessibilité inédites. L'absence totale de véhicules qui avait prévalu durant le confinement s'est en effet prolongée et n'a pas empêché l'arrivée massive – en modes doux et en transports en commun – de visiteurs. Quels enseignements tirer de cette expérimentation et quelles suites pourrait-on lui donner ?

**« Le Grand Parc aura connu pendant deux mois et demi une disparition totale des véhicules. Plutôt que d'envisager cette période comme une parenthèse à vite refermer, pourquoi ne pas en tirer des enseignements au service de la vision stratégique « Grand Parc » qui a été définie ? »**

La question de l'insuffisante desserte en bus du Grand Parc reste la pierre d'achoppement de toute politique d'accessibilité durable. À cet égard, le projet de ligne Grand Parc Express constitue une initiative intéressante, qui s'est concrétisée à l'occasion de cette période. La crise du coronavirus et ses conséquences sont autant d'événements imprévus qui peuvent jouer un rôle de déclencheur pour poursuivre les mesures mises en place temporairement voire les entériner.

 → texte intégral en annexe

## 9. Le défi écologique, un défi de société à relever ensemble

Les effets du changement climatique et de la dégradation de notre biosphère se font de plus en plus sentir. Ils sont multiples, systémiques, et parfois inattendus. Ces phénomènes environnementaux, et aujourd'hui sanitaires, creusent les inégalités sociales et accroissent les problématiques socio-économiques à l'échelle mondiale comme aux échelles locales des territoires de proximité. Ils posent un immense défi à nos sociétés : le défi écologique.

Ce défi écologique est très prégnant dans les réflexions portées par les salariés de l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise dans leurs réponses au questionnaire administré durant le confinement, et également au travers des contenus de leurs chroniques. Pour les salariés, anticiper les risques sanitaires et environnementaux, diminuer la vulnérabilité des territoires, renforcer leurs capacités d'action, constituent pour les collectivités des enjeux à la fois sociaux, sanitaires, économiques et environnementaux. Ces enjeux nécessitent souvent, pour y répondre de manière favorable, de produire des organisations agiles, de construire des relations interterritoriales fortes et confiantes, d'établir des partenariats avec des acteurs publics ou privés, de mobiliser les populations.

Et ce qui apparaît palpable dans les réflexions portées par les salariés, notamment au regard de leurs réponses à la question « En quoi nos missions et nos compétences peuvent-elles être mobilisées ? », c'est cette problématique de l'intelligence relationnelle, de la compétence organisationnelle, des nécessaires coopérations entre les citoyens et entre les territoires, facteurs vus comme des éléments indispensables sans lesquels notre aire métropolitaine lyonnaise ne saurait relever les défis sociaux, économiques et écologiques qui l'attendent.

Le défi écologique est donc aussi un défi collectif à relever par tous les territoires ensemble.

**L'Agence tiers de confiance et outil du lien, l'Agence outil d'inter-territorialité et ingénierie des transitions ; l'Agence et ses 90 salariés tous engagés pour penser la résilience des territoires, est en capacité d'inscrire chacune de ses propositions dans un écosystème local où le mot d'ordre sera le développement de la capacité des acteurs à se faire confiance, leur aptitude à travailler ensemble, à coopérer, à donner une dimension collective à leurs projets.**

▼ Sillons horticoles, plateau des Maraîchers, Caluire-et-Cuire





^ Le défi écologique, un défi de société, ou comment concilier impératifs environnementaux et contraintes économiques

Une crise sanitaire qui appelle des mesures d'urgence, mais qui ne doivent pas occulter les défis posés par les crises environnementales, sociales, démocratiques. Tout un chacun est interpellé quant à sa situation et ses choix, mais aussi nos entreprises et nos institutions.

∨ Sillons lumineux, A7, Pierre-Bénite



# Une crise qui bouscule notre prospective

## Rappel de la démarche « Prospective 2040 »

### DÉCRYPTER LES FUTURS POSSIBLES DE L'AGGLOMÉRATION LYONNAISE

En 2018, l'Agence d'urbanisme a engagé une démarche dynamique de prospective sur le territoire de l'agglomération lyonnaise, en lien avec son aire métropolitaine. L'objectif était de bâtir des futurs possibles à l'horizon 2040.

### UN SOCLE DE CONNAISSANCES PARTAGÉ

Dans ce cadre, un « socle commun de connaissances » a été constitué. Il capitalise les travaux, données-clefs et interpellations nécessaires au décryptage de l'agglomération lyonnaise (« Où en est-on aujourd'hui? »). Il a permis de dégager une trentaine d'indicateurs-clefs (« Saviez-vous que ? ») et d'identifier les grands défis futurs autour du vivre ensemble, de la métropolisation, des disparités socio-spatiales, de la mobilité, de la mondialisation et des enjeux environnementaux.

### UNE PROSPECTIVE OUVERTE

Progressivement, la démarche a été ouverte à d'autres acteurs, membres ou partenaires de l'Agence d'urbanisme. Une dizaine d'échanges-débats et une quinzaine de moments collectifs ont été organisés entre octobre 2018 et juin 2019. Le *serious game* « Prospect'Us » a été conçu par l'Agence d'urbanisme pour animer ces séances collectives, afin de faciliter l'appropriation du travail et permettre la contribution de chacun à l'enrichissement de ces représentations du futur.

### NEUF FIGURES 2040

Grâce à « Prospect'us », plus de cinquante imaginaires – figures, récits, schémas, photomontages – ont été produits par l'Agence, ses membres et ses partenaires (Métropole de Lyon, Ville de Lyon, Tubà, acteurs culturels, réseaux étudiants, monde scientifique, acteurs associatifs, acteurs de l'immobilier, etc.). L'ensemble des matériaux produits a été consolidé par l'Agence d'urbanisme sous la forme de neuf horizons, neuf futurs, appelés les « figures 2040 » : Chloroville<sup>®</sup>, M-Algorithmée<sup>®</sup>, Cityhub<sup>®</sup>, Collectiville<sup>®</sup>, Périphérix<sup>®</sup>, Métropolice<sup>®</sup>, Lowcal<sup>®</sup>, Réciprocité<sup>®</sup> et Mysticité<sup>®</sup>.

Ces figures, déclinées sous plusieurs formes, racontent ce qu'il pourrait advenir du territoire de l'agglomération lyonnaise dans les vingt ans à venir. Leur narration et leur représentation ont permis d'introduire, à la rationalité initiale de l'exercice prospectif, le langage des émotions, le monde des idées et des intuitions, pour entreprendre un dialogue entre les faits et les imaginaires.

Prospective 2040 a été l'occasion d'un exercice d'écriture et d'expression audiovisuelle qui a été relaté devant une centaine de participants, membres et partenaires, lors d'une exposition qui s'est tenue au Théâtre Lulu sur la Colline à Lyon le 21 novembre 2019. L'aspect collaboratif du rendu a été fortement mis en avant afin que chacun puisse s'impliquer directement dans les récits produits, leur évaluation et leur véracité.



Prospect'Us, Comité des directeurs  
de la Métropole de Lyon, février 2019

## Interpellations des figures 2040 au regard du Covid-19 et des crises annoncées

Pour enclencher « l'atterrissage » de la réflexion prospective, l'Agence d'urbanisme a eu l'occasion pendant le confinement de travailler sur la hiérarchisation des facteurs de changements, les opportunités et les menaces de chaque figure. L'objectif étant de mettre en perspective ces figures avec nos politiques publiques et d'être en capacité d'identifier des leviers d'actions, à court et moyen termes.

Mais la période permet également de questionner les neuf figures 2040, au regard de la situation sanitaire et des conséquences pressenties. La crise fait incontestablement bouger les lignes et éclaire le présent différemment : des variables de second ordre se trouvent propulsées au premier rang (le risque pandémique), des variables considérées comme majeures se trouvent encore davantage confortées (les technologies numériques), des variables qui semblent peu « faire débat ».

Il en ressort, pour chaque figure 2040, de nouvelles interpellations pour le futur, des apostrophes à l'adresse des collectivités et de la société civile.



### Réciprocité<sup>©</sup>

*Une crise qui défie la dimension humaniste lyonnaise.*

### Chloroville<sup>©</sup>

*Et si la place faite à la nature était le nouveau ressort de différenciation des métropoles.*



*La maîtrise des données, pierre angulaire de la puissance des territoires.*

### M-Algorithmée<sup>©</sup>



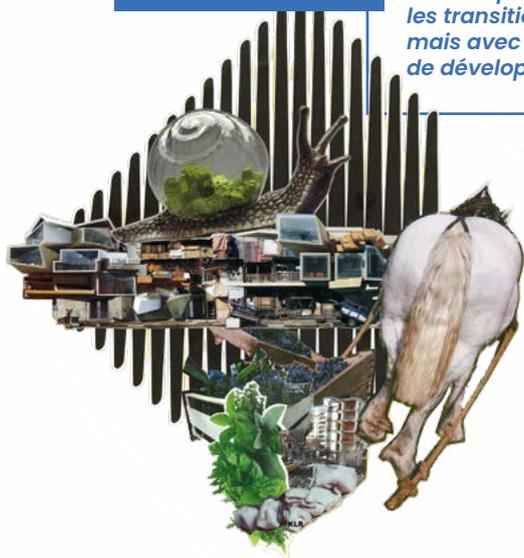
### Périphérix<sup>©</sup>

*Changer d'échelle pour éviter la sécession des territoires.*



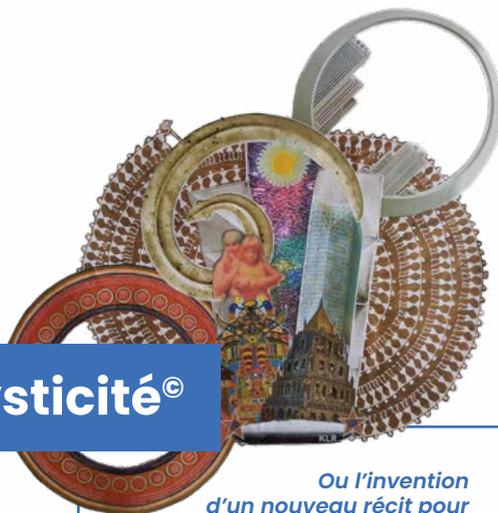
## Lowcal<sup>©</sup>

*Ralentir pour opérer  
les transitions,  
mais avec quel modèle  
de développement.*



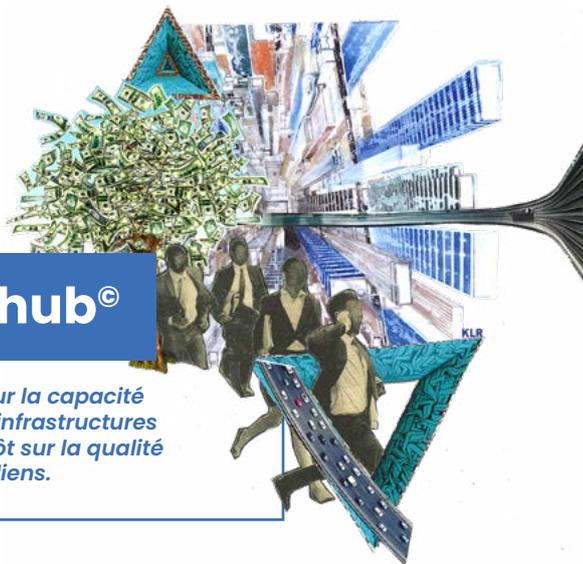
## Mysticité<sup>©</sup>

*Ou l'invention  
d'un nouveau récit pour  
construire un futur désirable  
qui renoue avec le vivant.*



## Cityhub<sup>©</sup>

*Miser sur la capacité  
de nos infrastructures  
ou plutôt sur la qualité  
de nos liens.*



*L'intelligence  
relationnelle pour  
améliorer nos  
coopérations face  
aux désordres  
du monde.*

## Collectiville<sup>©</sup>



## Métropole<sup>©</sup>

*La société du contrôle,  
ou comment concilier une ville  
sécurisée et émancipatrice.*



La mission transversale Prospective 2040 nous invite ainsi, chacun avec son expérience et son expertise, à remettre en perspective nos choix, nos actions, nos projets dans un souci du long terme et dans une approche systémique de nos politiques publiques. La crise du Covid-19 nous a obligé à répondre aux urgences sanitaires, sociales et économiques par des mesures souvent de court terme. Mais l'action publique et l'ingénierie territoriale ne doivent pas s'y résumer, ne serait-ce que pour répondre aux impératifs écologiques. La prospective nous accompagne et nous aide ainsi à penser collectivement le temps long.



## Chloroville<sup>©</sup>

Et si la place faite à la nature était le nouveau ressort de différenciation des métropoles.

### Chloroville<sup>©</sup> ou la nouvelle cité-jardin

Chloroville<sup>©</sup> 2040 est la figure de la ville réconciliée avec la nature, plus qu'une figure « écologique ». Elle procède des grands mythes urbains et notamment celui de la cité-jardin, à la fois concept et modèle urbanistique créé par Ebenezer Howard à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; censé combiner les avantages de la ville et ceux de la nature.

D'abord, cette figure confirme les bénéfices qui peuvent en être tirés en termes de santé, de mobilité et de ressources. Plus de nature dans la ville, plus de place pour l'eau, pour les arbres, pour le vivant en général, plus d'espaces pour les humains, pour la rencontre, les activités sociales et de nature. Cela est évidemment bénéfique pour les réserves en eau potable, pour la qualité de l'air, pour la préservation des sols ou bien la restauration de ceux-ci.

### La ville nature, une ville qui coûte cher ?

Ce scénario rappelle aussi les valeurs de différenciation et de distorsion, qui semblent aussi fortes que celles qui prévalait dans le modèle de Richard Florida et ses 4T (*Technology, Talent, Tolerance and Territory Assets*). Chloroville se révèle en effet être une figure très différenciante dans la mesure où la ville nature est une ville qui coûte cher, qui nécessite pour les citoyens des savoirs et des apprentissages (nourriture bio, mobilité douce, collectifs de quartiers, éducation des enfants, ...), des possibilités d'accès à des biens et à des services toujours plus élaborés et coûteux (l'image de la tour végétale, monstre de technologies et d'automatismes pilotés).

### Éviter la construction d'une ville *premium*

Chloroville 2040 est une figure qui s'accorde mal avec la lutte contre les inégalités, la création de grands collectifs et de nouvelles solidarités territoriales. Chloroville c'est la « ville premium » qui se construit en opposition à certaines réalités de la ville, populaire, résidentielle, étalée, enclavée. Des villes qui, en 2040, vivraient face à face.

Demain, ira-t-on en ville se ressourcer et se guérir des maux de la campagne ? Et qui pourra se payer les appartements avec balcons et jardins qui côtoieront les nouveaux parcs, les nouvelles places, les nouvelles forêts ?

▼ Le parc paysager de La Deûle, Lille



▼ Transformation d'un centre commercial en lagon urbain, Tainan



Paradoxalement, dans un territoire qui connaît des croissances démographiques fortes (400 000 à 500 000 habitants attendus d'ici 2040), cette figure se traduirait par des reports de population massifs vers les territoires périurbains, faute de pouvoir trouver un logement dans un cœur d'agglomération dé-densifié.

On peut ainsi penser que Chloroville 2040 se traduira par des projets concepts comme la ceinture verte boisée de l'agglomération avec de nouveaux parcs forestiers, une ceinture qui enveloppe mais aussi qui protège (barrière), ou bien par une reconversion du Port de Lyon Édouard Herriot en cité lacustre bordée par les marinas et les baignades urbaines.

### **Déployer de grands espaces de nature, lieux de ressourcement accessibles à tous**

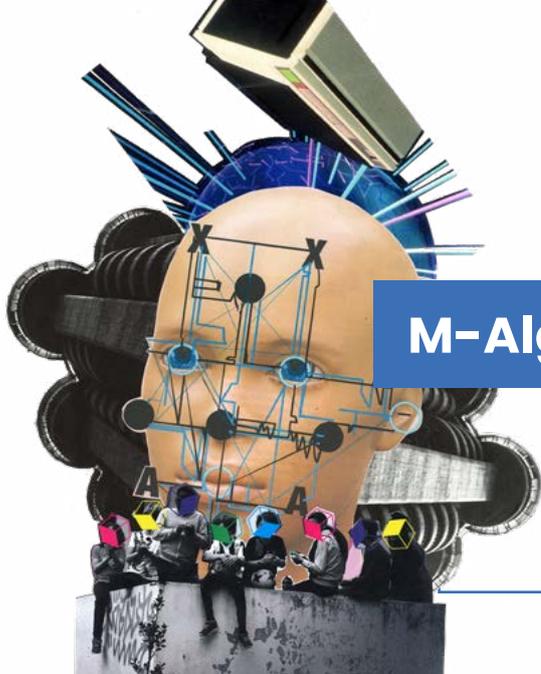
L'image de parcs fermés, d'accès restreints aux rives de Saône et du Rhône a été particulièrement marquante pendant le confinement. Le besoin d'accéder à de grands espaces de nature, lieux de ressourcement, accessibles à tous et en relative proximité du domicile relève d'un défi incontournable.

À LA DOC' 

*Une forêt de bienfaits :  
1001 raisons pour lesquelles  
la ville doit végétaliser*  
E-11409

▼ Baignade dans le bassin de la Villette, Paris





## M-Algorithmée®

La maîtrise des données,  
pierre angulaire de la  
puissance des territoires.

### LES TERRITOIRES NUMÉRIQUES

Avant la crise, M-Algorithmée® 2040 nous disait beaucoup d'une forme de fatigue de soi, de perte de contact avec le réel, d'une accélération sans fin des rythmes de vie et de production. Deux mois plus tard, un mensuel titrait « Travail famille Wifi » : le numérique se révèle un service non plus tant stratégique, que vital pour les populations et les entreprises.

La digitalisation des modes de vie rend ainsi le quotidien plus facile et vertueux en temps de crise : diminution des déplacements, conciliation des temps, capacités d'échanges démultipliées, optimisation dans la gestion des réseaux... Mais sans réelle maîtrise technologique et démocratique, la puissance numérique pourrait se transformer en un handicap majeur, irréversible, notamment pour l'Europe et les Européens.

### LA SMART CITY EN QUESTION

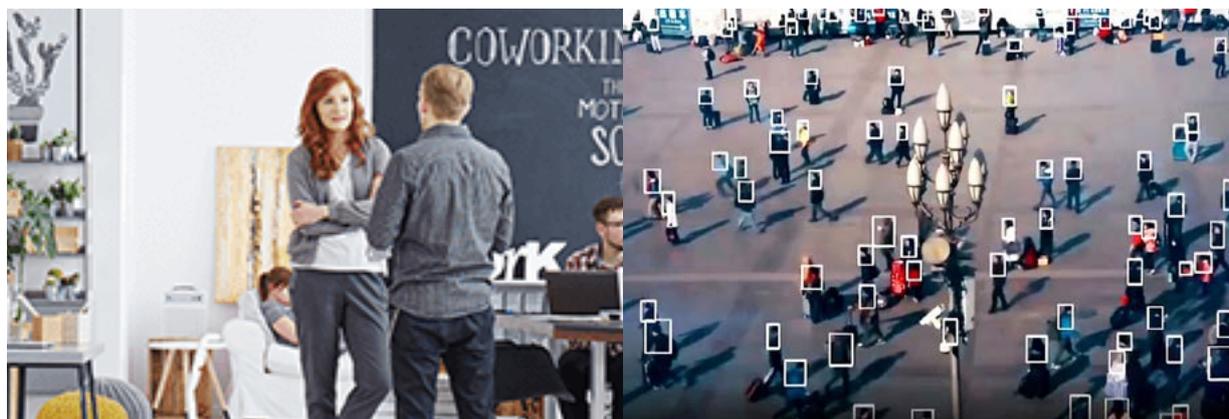
Après quelques craintes de saturation au démarrage du confinement, la « surcouche numérique » de nos vies urbaines s'est adaptée à grande vitesse et a mieux tenu le choc d'une explosion des usages dans tous les domaines (éducation, médecine, loisirs, travail...). Le réseau

électrique a pu compenser le besoin en alimentation domestique par la baisse des consommations liée au ralentissement économique. La vulnérabilité technologique constitue un domaine à explorer afin d'anticiper un éventuel blackout lié à tout événement majeur : cyber-attaque massive, panne du réseau électrique...

La crise repose la question de la résilience d'une ville numérique. Qu'y a-t-il de plus énergivore entre la télé-activité et les déplacements physiques ? La massification du télétravail (le télé-enseignement, la télé-médecine...) peut-elle transformer en profondeur notre rapport à l'espace et au temps ?

En tous les cas, les outils de communication à distance ont permis le maintien du lien social (certes dégradé) dans les situations les plus critiques de solitude ou d'hébergement en établissements spécialisés. Ou encore, l'activité artistique et culturelle, qui, malgré la distanciation forcée, a su faire preuve d'inventivité pour régénérer son offre. La perspective d'un développement des *digital commons* est aussi réapparue.

D'autres questions demeurent : quelle place et quel poids du e-commerce et des grandes plateformes par rapport au commerce de proximité ?



^ Le numérique rend possible les activités à distance, mais aussi la surveillance généralisée.

## NOS LIBERTÉS EN JEU

Si la plateformes est américaine ou chinoise, quelle alternative et niveau d'indépendance pour le vieux continent ? L'absence de maîtrise par les entreprises et les Etats européens des principales technologies de l'économie numérique est aujourd'hui révélée et partagée. Ce contrôle totalement privé des *datas* pose problème pour la sécurité, la souveraineté et l'optimisation, au sens de l'intérêt général ; de même pour instaurer la confiance des citoyens dans l'utilisation de leurs données.

Les applications ont permis d'adapter nos modes de vie à une situation inédite. Mais il y a aussi un « ras-le-bol » du tout connecté. Comment mieux définir la frontière entre vie privée, vie sociale et vie professionnelle ? Quelles solutions pour permettre la déconnexion tout en préservant la relation ? Une petite dictature virtuelle s'installe : l'existence par et pour le réseau social numérique devient la norme (statuts, vidéos personnelles).

La généralisation des outils de surveillance à distance (drones, applications, robots, traces numériques, vidéosurveillance, reconnaissance faciale) avec une expérimentation de grande ampleur peut faire craindre pour le respect des libertés individuelles.

La dématérialisation des relations employeurs-employés doit aussi nous rendre particulièrement vigilant face à une «uberisation» massive et à une délocalisation des emplois de service ; les ressources et compétences pouvant être mobilisées partout sur la planète ; tout le monde devenant «indépendant» et assujéti.

L'inégalité d'accès et d'appropriation-formation aux outils numériques de base (internet, ordinateur, imprimante, démarches à distance) accentue les différences existantes, mais peut aussi représenter un réel potentiel de rebond si les publics sont accompagnés.

## RENOUVELER NOTRE MODÈLE DES CENTRES URBAINS TERTIAIRES

Assisterons-nous bientôt à la fin du développement des *business center* en cœur urbain ? La crise a en tous les cas démontré qu'une large partie de l'activité économique pouvait être maintenue grâce au télétravail, ouvrant des perspectives sur un renouvellement, sans doute plus soutenable, de notre modèle d'aménagement des centres urbains tertiaires (concentration des emplois, densité urbaine, IGH, hub multimodal).

On peut penser que M-Algorithmée® 2040 se traduira par l'aménagement de petits immeubles de bureaux et de co-working dans les quartiers résidentiels périphériques, rendu possible par la diffusion massive des outils numériques.

À LA DOC' 

*Échanges professionnels :  
#Mobilités réussies : rôles des acteurs  
privés et publics : l'essentiel des échanges  
du 12 septembre 2019  
E-11441*

↳ Songdo, référence internationale de la Smart City (Corée du Sud)





## Réciprocité®

Une crise qui défie la dimension humaniste lyonnaise.

### RÉCIPROCITÉ® OU LA VILLE HUMANISTE

Lyon n'a pas été singulière durant la crise, ni après. Sa dimension attractive, ville de l'accueil de populations, des immigrés, de la philanthropie, s'est alors un peu tue. Mais pendant le confinement, plusieurs actions d'urgence ont confirmé Réciprocité® 2040 comme figure déjà active, moins sa « mondialité », que sa dimension humaniste. Sans doute, est-elle à reconsidérer à l'aune de crises sanitaires et sociales qui pourraient à nouveau survenir.

Une des actions phares portées par Réciprocité® 2040 est la mise en place d'un revenu métropolitain, offrant aux Lyonnais la possibilité de se consacrer davantage aux autres, par des actions citoyennes et collectives. La Covid-19 a montré la force des solidarités locales, Réciprocité® 2040 en fait un fondamental à travers la priorité donnée à la santé des populations, appuyant ainsi l'emblème humaniste portée historiquement par la ville de Lyon et sa région.

### RÉCIPROCITÉ®, POUR UNE GOUVERNANCE LOCALE PARTICIPATIVE

L'intégration des compétences sociales par la Métropole de Lyon, sa capacité à se mobiliser et à croiser les politiques publiques pour être au plus près des besoins du territoire et des populations est un atout à développer et à valoriser. La mise en place d'un comité métropolitain de relance associant des acteurs de la société

▼ Quartier résidentiel, Sao Paulo, Brésil



civile est probablement un des bons exemples nés de la crise du Covid-19, qui pourrait être poursuivi et généralisé. Réciprocité® y fait écho, projetant à 2040 un besoin de renouvellement de la gouvernance locale, plus participative, pour répondre de manière structurelle aux inégalités socio spatiales accumulées depuis plusieurs décennies : logement, chômage, santé, éducation, culture.

## RÉPONDRE AUX CRISES SOCIALES, SANS TRANSIGER SUR L'ÉCOLOGIE

Réciprocité® 2040 dépeint un futur où la part belle est donnée à la mondialité (cosmopolitisme), mais faiblement conjuguée aux impératifs écologiques. Les crises récentes (canicule, incendies en Australie, pandémie Covid-19) et notre compréhension des liens systémiques entre les enjeux sanitaires, environnementaux et la mondialisation, nous poussent sans doute à réajuster la place des transitions environnementales dans Réciprocité® 2040.

L'accueil massif de population (qui répond à la fois au déficit démographique en Europe et en France ou encore aux conséquences migratoires du réchauffement climatique, des guerres civiles) est conçu dans Réciprocité® 2040 comme une opportunité pour réaliser un nouveau pacte territorial fondé sur la solidarité. L'accélération de crises majeures, notamment sanitaires, aura sans doute un impact significatif sur notre droit à la mobilité (déjà en partie observé aujourd'hui). La mise en œuvre de nouvelles solidarités, d'un humanisme renouvelé, sera à engager, mais sans doute avec une dimension plus locale.

## « UN LOGEMENT POUR TOUS », FONDAMENTAL À RÉINVESTIR

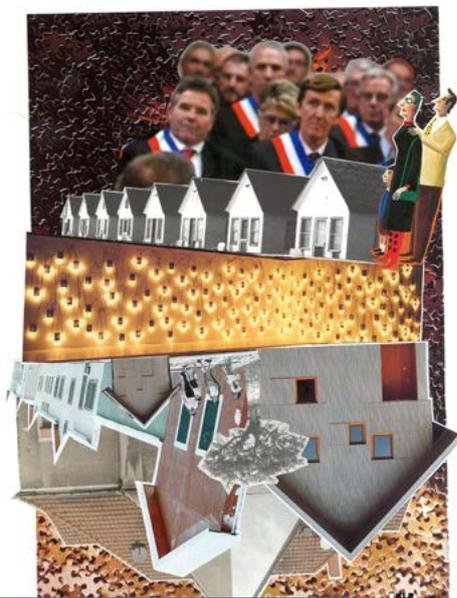
La crise et le confinement ont ainsi montré que lorsque l'espace public « disparaît », le logement reste : cellule de vie refuge, fondamentale, vitale. Réciprocité® 2040 pourra ainsi faire en sorte que chaque logement en ville puisse rendre les mêmes services qu'une maison individuelle : être modulable, spacieux, silencieux, permettre l'éducation des enfants, être un lieu de travail, de repos, de réception, ... Ceci réinterrogeant notre modèle de financement de la construction, les normes de densité, les prospects, les liens espaces publics-privés-collectifs.

À LA DOC' 

*La santé environnementale :  
prendre soin de nos villes  
et de leurs habitants*

E-11474





## Périphérix<sup>©</sup>

Changer d'échelle  
pour éviter la sécession  
des territoires.

### PÉRIPHÉRIX<sup>©</sup> 2040 OU LA FIGURE DU GRAND RENVERSEMENT

« Compacité, massification, mixité sociale, nouvelles normes » avait dit la loi urbaine des années 2000. « Cité-jardin, voisinage apaisé, logement cocon et mise au vert » ont rêvé les citoyens confinés. Rester chez soi et être renvoyé à sa localité résidentielle durant deux mois, à son logement, au nombre et au confort de ses pièces, à leur luminosité, aux rangements qu'il permet, aux espaces extérieurs qu'il comprend, à la proximité des services et des commerces qu'il offre : le confinement a permis à chacun de mesurer, ô combien, les contraintes et avantages de sa domiciliation. Et au final, force est de constater que la ligne de démarcation a été nette entre « confinés des villes et confinés des champs ».

Les semaines de ralentissement et de calme ont aiguisé les sens des urbains en pause et leur a permis de mieux percevoir les manifestations du vivant : bruissement des feuilles, piaillage des oiseaux, appels dans la rue, rires aux terrasses. Comme une incitation à la nature. Plus de métro-boulot-dodo, plus d'agitation, plus de centres commerciaux, plus de Jumbos dans les airs. Mais toujours beaucoup de béton et de bitume. « Comme un arbre dans la ville » dirait la chanson.

En dehors des espaces urbains denses, chaque ménage n'a pas eu à trop modifier son mode de vie, ni son mode de consommation : les supermarchés ont très tôt fait partie de la réquisition ; maison et voiture individuelles se sont révélées de parfaits attributs. Les haies et gazons n'ont jamais fait l'objet de tant de soin. La crise du Covid-19 a généré une envie de cité-jardin.

### UNE CRISE DE L'URBANITÉ

Périphérix<sup>©</sup> 2040 était déjà la figure jugée comme la plus active et la plus vraisemblable. Elle est devenue le scénario rêvé par beaucoup d'urbains saturés de béton, de bitume et de hauteurs. Une crise de l'urbanité, du caractère de ce qui fait une ville ? Une crise de la façon de faire l'urbanisme, au-delà des métaphores de la cité-jardin ou du parc habité ? Le vote municipal de 2014 avait déjà envoyé un message très clair aux chantres qui louangent la métropole dense, fonctionnelle et compacte. Et puis les dynamiques de périurbanisation inscrivent dans nos paysages et dans nos territoires une réalité devenue prépondérante, à défaut d'être dominante dans les représentations.

Ce qui est certain, c'est que cette figure conserve sa force d'attraction au regard de la satisfaction qu'elle apporte à certains besoins essentiels des populations : la sensation générale de bien-être procurée par la faible densité et la proximité à la nature « naturelle », la maison individuelle vécue comme un cocon protecteur, le sentiment d'être en sécurité dans un environnement social maîtrisé, l'accès facilité aux biens de consommation courante. Ainsi, Périphérix<sup>©</sup> 2040 est véritablement LA figure *In Covid*.

Mais ce scénario pose autant de problèmes qu'il n'en résout. Le questionnement est accentué en sortie de confinement : il ne règle rien de certains grands problèmes de notre temps et de l'aménagement de nos territoires métropolitains : un système de territoires confédérés, alliés selon le plus petit commun dénominateur, une mobilité individuelle à forte empreinte carbone, une consolidation du régime inégalitaire propre à la ville « à trois vitesses » : gentrification – relégation – périurbanisation, et une faible acceptabilité de l'altérité vue comme menaçante.



^ La crise sanitaire a supplanté médiatiquement la crise sociale mais ne l'a pas éteinte.

## DES « PÉRIPHÉRIES » AU POUVOIR ?

La figure Périphérix® 2040 est une forme de renversement de l'ordre du monde urbain, une prise de pouvoir des « périphéries ». Les questions qu'il pose finalement en « sortie » de crise sont les suivantes : sommes-nous arrivés au bout du processus de métropolisation ? Va-t-on vers un temps nouveau moins favorable aux concentrations humaines et économiques et plus propice aux marges, aux banlieues, aux communautés villageoises ? Va-t-on vivre une forme de crise des métropoles, au travers d'une interrogation profonde des formes de vie qu'elles proposent ? Va-t-on entrer dans une ère de défiance des territoires d'une même aire métropolitaine entre eux ? Les cœurs métropolitains eux-mêmes vont-ils faire sécession ? La « vague verte » dans les cœurs métropolitains et l'appel des élus des EPCI du Rhône à faire barrage aux écologistes sont deux illustrations des tensions introduites par cette figure à l'aune de la crise. La tension sur les prix immobiliers qui ne baissent pas, malgré les difficultés économiques qui s'accroissent en est une autre.

## PÉRIURBAINS, RURAUX, URBAINS : DES COOPÉRATIONS À RENOUER POUR AVENIR COMMUN

La crise a démontré que notre souveraineté économique, alimentaire, énergétique, ne saurait s'envisager à une échelle trop réduite. Les métropoles, leurs périphéries, les campagnes doivent davantage travailler ensemble. À titre d'exemple, Périphérix® 2040 pourrait ainsi se traduire par des projets d'activités industrielles et commerciales partagés et pilotés à l'échelle de l'aire métropolitaine et élaborés avec une stratégie forte de relocalisation des activités économiques.

À LA DOC' 

*Échanges professionnels :  
métropoles à la recherche de  
justice spatiale : l'essentiel des  
échanges du 4 juillet 2019*  
E-11442

→ À lire aussi :  
« Récit Périphérix, juillet 2019 »

▼ Lotissement à Brétignolles-sur-mer, Vendée





**Lowcal<sup>®</sup>**

**Ralentir pour opérer les transitions, mais avec quel modèle de développement.**

### **LOWCAL<sup>®</sup> 2040 OU LE RETOUR DE LA SOUVERAINÉTÉ PAR LA RELOCALISATION**

Lowcal<sup>®</sup> 2040, c'est la figure du ralentissement: des rythmes de vie, des rythmes de travail, des vitesses générales de déplacement. C'est le scénario qui marque la fin d'une certaine mondialisation, qui efface les frontières et rétrécit les chaînes de production. C'est le renversement – entrevu comme possible durant la crise – d'un modèle ultra-libéral dérégulateur au profit d'un retour à l'État qui encadre et planifie.

Ralentir nos rythmes de vie, prendre du temps pour reprendre la maîtrise de nos programmes d'activité, de nos modes de consommation, relocaliser tout ce qui peut l'être pour permettre

d'opérer la transition écologique : mais est-ce que ce scénario peut prospérer dans nos modèles de société actuels, attachés à un haut niveau d'automatisation, de mécanisation, de consommation de biens manufacturés ?

Cette figure esquisse de nouvelles solidarités, de nouvelles valeurs de vie, de nouvelles attitudes aussi : prendre le temps pour soi, pour les autres, pour faire des choses ensemble, pour être bien ensemble. C'est un scénario qui préserve les ressources du territoire. C'est sans doute le meilleur pour assurer la transition écologique. Ce scénario du ralentissement généralisé a été très présent dans les esprits durant les mois de confinement.

### **RALENTIR ET CHANGER DE MODÈLE(S), POUR OPTIMER NOS RESSOURCES**

Lowcal<sup>®</sup> 2040 est un scénario qui valorise les ressources du territoire : en énergie, en eau, en matériau, en produits alimentaires. Tout bien, tout service, doit venir du plus proche endroit où il a été produit. La règle apparaît claire. Elle semble

✓ Chaîne de production de gels hydroalcoolique



parfaitement possible à appliquer, par exemple en adaptant notre système alimentaire ou bien notre système énergétique.

Mais c'est une figure qui remet fortement en cause le modèle actuel de développement. La question fondamentale est : pour quel autre modèle ? L'Etat stratège va-t-il reprendre sa place au travers de la politique industrielle et de la création d'emplois ? Le retour de la planification et de la régulation publiques est-il possible dans un monde qui n'est que compétition et accélération ? Et justement, comment ralentir pour une agglomération qui est connectée à un monde en accéléré ?

La question est bien celle des moyens que l'on se donne pour opérer les transitions sociales, économiques et écologiques, tout en maintenant un haut niveau d'emploi et les meilleures conditions de vie. Par exemple, comment Lowcal<sup>®</sup> 2040 nous permet une nouvelle doctrine sanitaire qui suggère des niveaux de soins de qualité, des stocks, des dépistages, traçage numérique, un appareillage de soins sophistiqué, bref un suivi sanitaire qui nécessite un haut niveau de dépense publique ?

### L'APPROCHE PAR LE « MÉTABOLISME URBAIN », POUR UN TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN RÉSILIENT

Lowcal<sup>®</sup> 2040, c'est le scénario qui envisage le phénomène métropolitain sous l'angle de son métabolisme, sa capacité à mesurer le lien matériel entre son organisation sociétale et l'environnement. La crise a à la fois montré la fragilité de nos systèmes d'approvisionnements mondialisés, par nos dépendances, et de l'autre côté l'extrême robustesse d'une production locale (agricole, artisanale, industrielle) lorsque « la machine s'arrête ». On peut ainsi penser que les friches urbaines, les tiers-lieux, les locaux partagés, les bâtiments hybrides composeront la toile de Lowcal<sup>®</sup> 2040, devenant des lieux vitaux pour le fonctionnement du territoire métropolitain lyonnais. L'indépendance alimentaire sera particulièrement stratégique dans Lowcal<sup>®</sup> 2040, qui verra par exemple la multiplication des contrats de réciprocité (d'échanges) entre la ville et la campagne : avec les Monts du Lyonnais (cerise, poire, ...), avec le Pilat (pomme/énergie), avec La Dombes (poisson, céréales).

À LA DOC' 

Projet alimentaire du territoire lyonnais :  
vers quelles coopérations  
interterritoriales ?

E-11432





**Cityhub<sup>®</sup>**

**Miser sur la capacité de nos infrastructures ou plutôt sur la qualité de nos liens.**

### LA FIGURE DE LA CONNECTIVITÉ

Les nœuds, les interfaces, les hubs sont dans Cityhub<sup>®</sup> 2040 les centralités autour desquelles s'organisent les territoires. Emblématique de cette accélération de l'effet « hub », la plaine Lyon Saint Exupéry est devenue en 2040 la centralité majeure de l'aire métropolitaine lyonnaise. Elle se situe au milieu de la carte.

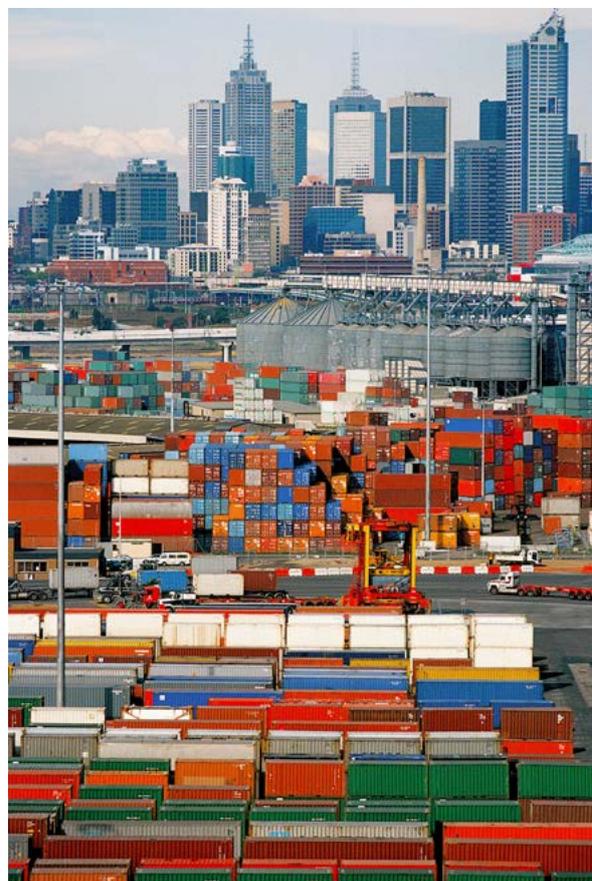
Or durant le confinement, ce scénario s'est littéralement « éteint ». Et la plaine Saint Exupéry s'est retrouvée au mieux en bordure de carte, l'aéroport ayant cessé quasi toute activité, qui plus est avec une très faible reprise en post-confinement. Le transport aérien est le domaine le plus impacté par la crise du Covid-19 et beaucoup prédisent qu'il ne retrouvera pas le trafic record de l'année 2019.

La crise Covid a ainsi révélé la grande fragilité des systèmes de hubs internationaux qui accompagnent les grandes métropoles dans leur développement. Ces hubs fonctionnent sur la base d'énergies fortement carbonée; ils génèrent des distances parcourues et des vitesses de déplacement toujours croissantes, fragilisent la santé des populations en favorisant les pandémies, questionnent les systèmes de sécurité. Ils ont besoin pour fonctionner de beaucoup d'énergies et sont adossés à des chaînes de valeur mondialisées : industrie (le « made in monde »), services (tourisme, recherche, numérique, ...), agro-alimentaire, systèmes énergétiques.

### UNE VILLE À GRANDE VITESSE, UN SCÉNARIO NON SOUTENABLE

La crise du Covid-19 a ainsi révélé au grand jour la non soutenabilité de la figure Cityhub<sup>®</sup> 2040 : parce qu'elle apparaît attentatoire aux ressources, à la santé, au vivant, au climat.

Mais la crise du Covid-19 la remet aussi en cause pour des raisons qui n'ont pas trait aux problématiques écologiques. Cityhub<sup>®</sup> 2040 questionne la notion même de connectivité. Durant la crise et même après le confinement, la société a continué de fonctionner grâce aux réseaux numériques et logistiques, aux plus grands bénéficiaires des entreprises qui les contrôlent, alors que dans le même temps les autoroutes, les aéroports et les TGV étaient désertés. Le transport de marchandises, à courte portée, depuis les grands entrepôts, a d'autant mieux fonctionné que les infrastructures étaient débarrassées des pendulaires. Des infrastructures qui sont apparues surdimensionnées au regard de l'optimisation qui pourrait en être faite. La question fondamentale qui doit donc être posée est la suivante : quelle serait la différence entre une société où les individus se déplacent pour accéder aux biens et aux services et une société où ce sont les biens et les services qui vont vers les individus ? On aimerait pouvoir faire un choix entre les deux termes de cette alternative. Mais ce choix est une illusion : à chaque fois, le risque est grand d'accélérer les désordres climatiques.



^ Port de containers, Chine

## LA PERFORMANCE DE NOS LIENS, PLUTÔT QUE LA CAPACITÉ DE NOS INFRASTRUCTURES ?

Quoiqu'il en soit, il est fort probable que les grandes métropoles demain auront toujours besoin de jouer de la qualité de leurs connexions à l'« économie du monde », mais ces connexions – en tous les cas les plus stratégiques et les plus différenciantes – seront de plus en plus du ressort de l'immatériel et du domaine de la connaissance : les compétences à développer ne seront pas tant du domaine des infrastructures physiques que de celui des infrastructures technologiques (Maas) et scientifiques (renforcement des hubs universitalo-scientifiques mondiaux). Les compétences à développer seront aussi de l'ordre de l'intelligence relationnelle : avec les grandes métropoles voisines, françaises et européennes, entre les industriels (écosystèmes productifs), entre le monde économique et le monde universitaire, etc.

Dans cette nouvelle recherche de compétitivité, la capacité de l'agglomération lyonnaise à tisser des liens, à fabriquer des réseaux de connaissance, la propension des acteurs locaux à se faire confiance, leur aptitude à travailler ensemble, la capacité de tous à décloisonner universités, centres de recherche, activités culturelles, industrie, collectivités, sera déterminante : c'est peut-être cela, la figure de la connectivité du futur.

À LA DOC' 

*Prospective portuaire  
pour Lyon Édouard Herriot 2050*  
E-11408  
E-11576

## RENOUVELLER LES « GRANDS GESTES »

Il n'en reste pas moins que l'on voit mal un scénario 2040 s'esquisser autour d'une figure des connectivités sans renforcement des réseaux de transport massifiés non ou peu carbonés (train, car hydrogène ou électrique, voie d'eau), et sans un renforcement de l'infrastructure digitale et numérique. La position de Lyon, ville internationale, et son rayonnement, ont toujours été étroitement dépendants de la qualité de ses liens avec l'économie européenne, voire avec l'« économie monde ». Elle ne pourra pas faire l'impasse sur une figure Cityhub®, car elle questionne le fondement même de son histoire et conditionne donc son avenir.

Cityhub® 2040 est donc aussi la figure des « grands gestes », des équipements structurants, des infrastructures internationales. La Covid-19 invite certainement à questionner l'ordre des priorités telles qu'elles s'esquissaient jusqu'à présent dans les grands documents cadres (DTA, Scot, CPER, Sraddet). Pour autant, rien ne semble devoir remettre en cause la nécessité d'un « RER à la lyonnaise » avec les investissements nécessaires pour avoir une véritable étoile ferroviaire lestée des problèmes d'engorgement en son cœur et sur sa branche sud-est voire stéphanoise. En complément, investir sur un réseau routier rapide de lignes autocars bénéficiant d'aménagements dédiés sur les autoroutes apparaît comme logique, pour pouvoir desservir les grands pôles économiques (Techlid, Chesnes, PIPA, ...) et les pôles urbains (agglomération pontoise, villes des Monts du Lyonnais et du Beaujolais, ...), aujourd'hui non desservis par un transport collectif attractif, performant et durable.

▼ [Hyperloop, piste d'essai, Toulouse](#)





**Mysticité©**

**Ou l'invention d'un nouveau récit pour construire un futur désirable qui renoue avec le vivant.**

### **MYSTICITÉ© 2040 OU COMMENT LA CRISE A FAIT RÉÉMERGER NOTRE BESOIN DE SENS**

Est-ce que la crise pandémique et l'expérience du confinement peuvent déboucher sur une forme de salut pour le vivant et l'humanité ? C'est la question qui peut être posée.

La crise a en effet montré que face à l'adversité, des collectifs d'entraide ont su s'appuyer sur les réseaux communautaires, religieux, identitaires et permis aux populations de trouver les ressources pour tenir. Cette base « naturelle » de solidarité par affinités devrait pouvoir être préservée et s'étoffer d'une dimension interculturelle (« d'origines différentes mais de but commun »).

Pendant le confinement, un relatif engouement pour les pratiques sportives, culturelles et de ressourcement est apparu : jogging, yoga et développement personnel. Ces pratiques ont été accentuées par les échanges via les réseaux sociaux (« je partage, donc je suis ! »), avec la pratique dans l'épreuve d'une certaine ascèse, d'une limitation des capacités de consommer. Il y a eu un rééchelonnement des besoins vitaux, urgents par rapport aux besoins futiles, superflus ou luxueux. Une expérimentation quasi « bouddhique »...

### **DES INSTITUTIONS ET DES POUVOIRS DÉQUALIFIÉS, AU RISQUE DE L'IRRATIONNEL**

Au prisme de la crise, Mysticité© 2040 a montré une déqualification latente des institutions mettant en cause les systèmes politiques en place et l'essor de thèses contestant les discours « officiels ».

Pour faire face au désarroi généré par la crise, la tentation est forte de trouver des réponses en dehors des discours scientifiques et des pensées qui se veulent rationnelles. La foi, la mystique, le religieux peuvent ainsi se révéler des voies salutaires pour affronter les désordre du monde.

Mais elles peuvent également conduire à des extrémismes. Le coronavirus est alors perçu comme un châtement qui vient sanctionner la société consumériste et la pensée matérialiste conduisant à envisager des politiques malthusiennes (contrôle des naissances) ou un laisser faire au nom du respect de la loi divine.



▼ Perte de sens, renversement de valeurs, crise de foi. La spiritualité comme refuge.

Par ailleurs, on a assisté au reflux d'un certain corporatisme au sein de professions malmenées par la crise (santé, transports, sécurité...), à une alternance entre solidarité des populations (applaudissements quotidiens réguliers) et tensions sociales exacerbées (inégalités face au travail). Le retour à la réalité s'accompagnera-t-il de la même sincérité solidaire ?

L'algorithmie toute puissante, le digital a pu être érigé en « Dieu » par les plateformes et les applications permettant de maintenir le lien social, la sécurité, l'emploi à distance, le commerce, le divertissement... et même la santé et la vie (Stop-Covid).

### **UNE NOUVELLE SYMBOLIQUE DES LIEUX QUI DOIT RENOUER AVEC LE VIVANT**

L'apprentissage forcé d'une vie monastique durant trois mois, la « mise en cellule » provisoire opérée par la crise nous invitent à reconsidérer l'aménagement de nos villes, notre rapport à l'environnement, aux vivants, aux autres, à soi.

On peut penser que Mysticité® 2040 pourrait se traduire par de (grands) projets qui réinvestissent d'une nouvelle charge symbolique les lieux emblématiques de nos territoires, davantage portés sur un sens commun, universel, y associant le vivant, et ainsi libérée de l'étroite consumériste qui assèche progressivement nos centres urbains et certains de nos espaces publics.





## Métropolice<sup>®</sup>

La société du contrôle,  
ou comment concilier une ville  
sécurisée et émancipatrice.

### MÉTROPOLICE<sup>®</sup> 2040, UNE SOCIÉTÉ DE « BIENSURVEILLANCE »

Le 13 mars dernier le Président de la République annonce la fermeture des écoles et appelle les électeurs aux urnes afin « d'assurer la continuité démocratique et des institutions ». Trois jours plus tard, c'est le mot « guerre » qui est prononcé par six fois. En l'espace de 72h, les Français sont passés de l'injonction à s'exprimer démocratiquement et à s'autodéterminer, à celles de justifier, toutes affaires cessantes, chacun de leurs déplacements, ceux-ci ne pouvant excéder le kilomètre.

Passé l'effet de sidération du début du confinement, celui-ci ne s'est pas transformé en émeutes: le signe d'une société urbaine qui renoncerait à ce qui faisait jusqu'ici sa force d'attraction : le goût de la liberté, une appétence pour les marges et l'affranchissement vis-à-vis d'autorités anciennes ?

Métropolice<sup>®</sup> 2040 est la figure prospective d'une société du contrôle, déjà très active avant le confinement. Jugée peu souhaitable, les impératifs de la crise sanitaire n'ont fait que renforcer ses moteurs: vidéosurveillance, traces numériques, renforcement des dispositifs de contrôle.

La crise Covid-19 montre ainsi l'acuité de Métropolice<sup>®</sup> 2040 qui promet un ralentissement au service d'un recentrage de nos actions et de nos comportements (surveillés) vers des besoins essentiels, et ce dans un intérêt commun accepté, pour la sauvegarde de la communauté. Les invisibles révélés, nos services publics reconnus comme étant à bout de souffle, nous avons (re) pris conscience d'appartenir à un vaste collectif,

humain et vulnérable. Pour 2040, une forme de « biensurveillance » (Cynthia Fleury) sera-t-elle active, bien que peu désirable, sans doute inévitable ?

### UNE VILLE SÉCURISÉE SERA-T-ELLE TOUJOURS ÉMANCIPATRICE ?

Métropolice<sup>®</sup> 2040 est la société de la maîtrise, sans être celle des dérives. La peur d'un virus invisible (mais potentiellement partout) conjuguée à un confinement qui a vu nos liens sociaux se rétrécir, a pu conduire à des comportements de méfiance et de suspicion peu souhaitables. Ainsi, les systèmes de surveillance ne devront plus servir seuls des intérêts privés, ni être encouragés pour alimenter des outils d'évaluation des citoyens, jusqu'à sanctions. Si Métropolice<sup>®</sup> 2040 affirme que « votre sécurité est notre bien le plus

**HABITANT.E.S  
SOLIDAIRES**  
**ZONE DE BIENSURVEILLANCE**  
POUR UNE VILLE PLUS HUMAINE

Ligue  
des droits de  
l'Homme





Les soulèvements populaires et la défiance de l'autorité auront précédés la pandémie. Cette crise de l'autorité est à mettre en relation avec la forte aspiration des populations à davantage de sécurité.

précieux », sans doute doit-elle être considérée avec un minimum de justice et de solidarité, que ce soit envers les jeunes, les vieux, les malades, les déficients, les élites, les marginaux.

Les vertus émancipatrices de la ville ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel de la sécurité. Il est ainsi nécessaire que des mesures comme celles instaurées pendant l'état d'urgence ne doivent être que temporaires. Il en va de la préservation de nos libertés (y compris celles de contester et de manifester), de notre capacité à s'autodéterminer, de nos besoins de partage et de liens sociaux, d'émancipation : pour que « l'air de la ville » puisse continuer à nous rendre plus libre ?

### SE PROTÉGER, DAVANTAGE PARTAGER NOS VULNÉRABILITÉS POUR FAIRE FACE AUX RISQUES

La pandémie du Covid-19 nous a ainsi rappelé que les risques et les menaces n'étaient pas forcément ceux que l'on attendait (technologiques, naturels, terroristes), ni pour lesquels on semblait s'être préparé. On peut penser que Métropole<sup>2040</sup> pourrait se traduire par une société de contrôle qui nous rende davantage responsable, individuellement et collectivement, par un effort de partage (de nos connaissances, de nos pratiques, de nos expériences), dans l'objectif de mieux faire face à nos vulnérabilités. Une société où la confiance serait davantage motrice que la défiance. Une société de contrôle, qui protège, qui rassure, mais qui invite aussi à la curiosité, au débat, à l'échange... Ceci pour nous rendre plus robuste face à l'adversité, à l'aléa.

Métropole<sup>2040</sup> mettrait ainsi en avant un territoire métropolitain où les mesures de restriction n'entraveraient pas l'urbanité des villes et des villages, ni nos ambitions aménagistes. Un territoire où la « culture du risque » nouvellement appréhendée serait féconde d'un urbanisme qui met en avant la sécurité et la santé des populations (donc aussi leur épanouissement), et qui puisse intégrer les impératifs environnementaux. Et pour nous inviter à ne pas formuler de conclusions trop hâtives, notamment transmises par l'idée de concevoir un nouvel urbanisme hygiéniste : « et si la prochaine pandémie était transmise par le moustique et n'affectait pas les voies respiratoires, aurait-on besoin de distanciation physique dans l'espace public ? »



^ Encadrer les comportements individuels pour sécuriser le collectif

### À LA DOC'

Repères européens : la ville pour tou.te.s : comment aménager et gérer la ville en intégrant le genre : séance du 27 septembre 2018  
synthèse E-R-00827



## Collectiville®

L'intelligence relationnelle pour améliorer nos coopérations face aux désordres du monde.

### LA FORCE DE LA LOCALITÉ

La crise a révélé le nécessaire renforcement des solidarités, amenant un besoin de proximité et d'un certain retour à la localité. Ceux-ci confirmant une urgence à améliorer notre autonomie, notre indépendance, mais aussi nos coopérations face aux désordres du monde.

La crainte d'une pénurie alimentaire en a été l'un des exemples les plus marquants. Les bienfaits d'une production alimentaire locale et du développement des circuits courts ont été mis en lumière, renforcés et appréciés par tous, alors même que l'approvisionnement alimentaire mondialisé (et le transport de marchandises en général) a plutôt bien résisté au confinement général.

### RÉDUIRE NOS DÉPENDANCES, MIEUX COOPÉRER

La pandémie a particulièrement révélé les inégalités socio-spatiales très actives dans la figure Collectiville®, terrain fertile d'une défiance grandissante vis-à-vis de l'Etat, dans sa capacité à subvenir efficacement aux besoins de la population, à sa sécurité. L'absence de stocks de masques suffisants pendant le confinement et les critiques qui entourent la gestion de la crise du Covid-19, notamment dans ses premières semaines, en est l'une des illustrations.

Cette crise met également en lumière les défauts (et finalement assez peu les défaillances) de notre économie mondialisée, notamment de ses chaînes d'approvisionnements. Collectiville®

confirme ainsi le besoin de réduire nos dépendances, notamment auprès d'acteurs économiques en position monopolistique. Collectiville® affirme que 2040 doit être une société de coopérations, ou elle ne sera pas !

### POUR ÉVITER L'ENTRE-SOI, LE BESOIN D'UNE PUISSANCE PUBLIQUE FORTE ?

La crise a montré le besoin d'un État fort, régulateur, garant de notre souveraineté (économique, sociale, énergétique) et ce malgré les défauts et les critiques qu'on lui porte. Sans doute, qu'en 2040, Collectiville® devrait donner un peu plus de place à la puissance publique, que son seul « rôle d'animateur territorial ». Mais, la crise nous enseigne aussi la nécessité de disposer d'acteurs locaux efficaces (communes, associations, PME-TPE), pour répondre aux besoins urgents et de proximité.

Si un affaiblissement de la puissance publique se réalise en 2040 dans Collectiville®, prenant principalement corps envers l'Etat central, cette figure doit rappeler que d'autres acteurs publics, locaux ou supra-locaux devront garantir un intérêt général, aussi pour lutter contre les forces des replis sur soi (individuel, communautaire, territorial).



^ L'entraide et la coopération comme valeur première



^ Diagnostic en marchant, Nantes

### **COLLECTIVILLE®, POUR REDORER LA VILLE DÉPRÉCIEE**

Moins qu'une dépréciation avérée de la ville et des centres urbains (qui, le temps du confinement, est peut-être plus celle de logements mal adaptés), la crise a consacré les territoires périurbains et la campagne comme des lieux refuges privilégiés.

Cela étant, la crise a aussi montré qu'un territoire périurbain ou rural, même bien doté en espaces naturels et en ressources alimentaires, peut aussi se retrouver mal connecté (fracture numérique) et isolé de services publics indispensables (fracture territoriale). Rappelons que c'est aussi parce que nos choix résidentiels et notre accès à l'emploi sont en partie contraints et parfois déconnectés territorialement, que nos solidarités doivent également être inter-territoriales.

### **MIEUX S'OUTILLER FACE AUX INÉGALITÉS, REVALORISER L'ACTION DE PROXIMITÉ**

Si le confinement a révélé des failles sociales importantes (inégalités face à l'école, à l'emploi, au logement...), la création de nombreux dispositifs d'entre-aide et d'initiatives locales pour répondre aux besoins du quotidien a également montré la puissance de nos solidarités en temps de crise, et ce alors même que cette crise nous obligeait à une distanciation dite « sociale ».

On peut penser que Collectiville® 2040 se traduira par des projets structurants en matière d'actions sociales et culturelles, majoritairement soutenues par les collectivités, et en lien étroit et animé par des acteurs associatifs, des entreprises, des citoyens. La création de « Maisons de la Citoyenneté » pourrait entre autre voir le jour dans la figure Collectiville® 2040. Mieux s'outiller face aux inégalités, c'est aussi les anticiper en redonnant à la collectivité, à la communauté locale, tout son sens ; ne plus réduire l'acte démocratique et citoyen aux seuls votes électoraux.

À LA DOC'

*Focus group « la réussite scolaire et éducative » : actualisation du diagnostic du Contrat de ville de la Métropole de Lyon 2015-2020.*

E-11451



# Avec les contributions de...

Baleyrier Angèle  
Blanquet Olivier  
Boisset Claire  
Calvo Nathalie  
Carrolaggi Sophie-Anne  
Cellier Emmanuel  
Chausson Nicolas  
Couturier Vincent  
Crousier Blandine  
Deguilhem Yannick  
Desaintjean Fanny  
Descroux Thibaut  
Duboust Manon  
Faure Oriane  
Fillod Laurent  
Fillod-Barbarino Natalia  
Francioso Anne  
Gabrion Anaïs  
Gaget Corinne  
Garin-Hameline Clarisse  
Godillon Sylvanie  
Goux Agnès  
Hauer Stéphane  
Henry Emmanuelle

Huneau Iris  
Joli Bertille  
Lauffer Marc  
Lozier Sabine  
Mary Philippe  
Maniez Ludovic  
Marques Sandra  
Martineau Sonia  
Mc-Kormick Karen  
Moreau Morgane  
Nordier Richard  
Ponton-Frénay Nicole  
Prevel Anaïs  
Provillard Benoit  
Puccio Benjamin  
Rolland Sébastien  
Rosalès-Montano Silvia  
Rousseau Thomas  
Roussel Olivier  
Rudolph Julia  
Tepelian Jean-Christophe  
Troff-Poulard Julie  
Vaz-Brossard Sandrine  
Vidil Alix

---

## Avec l'appui de l'équipe projet « Prospective 2040 » :

Claire Boisset, Emmanuel Cellier, Yannick Deguilhem, Fanny Desaintjean, Benoit Provillard, Sébastien Rolland, Olivier Roussel et Julie Troff-Poulard

## Coordination

Benoit Provillard  
Sébastien Rolland  
Philippe Mary  
Richard Nordier  
Sous la direction d'Olivier Roussel

CRÉDIT PHOTOS  
Photo de couverture :

© Julien Rambaud - Alpaca - Métropole de Lyon  
Pixabay, sauf mention contraire Agence Urbalyon



Agence d'**Urbanisme** de l'aire  
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23<sup>e</sup> étage  
129 rue Servient – 69326 Lyon Cedex 03  
Tél. 04 81 92 33 00 – Fax 04 81 92 33 10  
[www.urbalyon.org](http://www.urbalyon.org)

Métropole de Lyon, État, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, du Bassin de Bourg en Bresse, Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est Lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Saint-Priest, de Tarare, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Vienne, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Mont d'or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Directeur de la publication : Damien Caudron